

DÉFENSE 11  
DES  
HAUTS ALLIEZ,  
ET DU  
DERNIER MINISTÈRE  
DE LA  
GRANDE-BRETAGNE;  
CONTRE  
*La France & ses Partisans.*

Pour servir de Réponse à un Livre  
qui a pour titre *La Conduite des  
Alliez & du dernier Ministère  
dans la présente Guerre.*

P R E M I E R E   P A R T I E,

O U

Critique générale de cet Ouvrage.

---

*Posuisti nos in Contradictionem Vicinis nostris, &  
Inimici nostri subsannant.*

*Deus Virtutum converte nos; & ostende faciem  
tuam, ita servabimur.*



# DÉFENSE

## DES

### HAUTS ALLIEZ,

### ET DU

### DERNIER MINISTÈRE

### DE LA

### GRANDE-BRETAGNE.



Es Ecrits qu'on a publiez jusqu'à present en faveur du Projet d'une Paix qu'on ne peut regarder que comme trompeuse & très-peu convenable à notre sûreté, m'ont paru si médiocres, que j'ai regardé le tems que je pourois mettre à les parcourir comme un tems perdu. Par cette raison, la Pièce curieuse qui a pour titre, *La Conduite des Alliez & du dernier Ministère*, m'auroit échapé, sans les Eloges que l'Auteur du *Post-Boy*\* a bien voulu lui donner dans son Papier du 29. de Decembre. J'ai tant de déference pour son jugement, que je n'ai pû différer plus long-tems à lire un Ecrit dans lequel je pouvois m'attendre de trouver la *vérité toute pure & dans tout son éclat*. On y trou-

A 2

ve

\* Le *Post-Boy* est une espèce de Gazette qui paroît trois fois la semaine à Londres. L'Auteur est un *Torie* des plus outrez, & fort en vogue parmi ceux de son Parti.

ve effectivement la *vérité*, si on entend ce mot dans le stile de ce *judicieux Auteur*, qui sçait si bien détourner le sens naturel des mots, & qui, conjointement avec ses amis, s'efforce depuis quelque tems d'apprendre à notre Nation un langage tout nouveau, & affecte de donner aux choses, des noms contraires à ceux sous lesquels nous les avons connues jusques à présent.

Dés que j'eus lû quelques Pages de cet excellent Ouvrage, je ne pûs m'empêcher de me rapeller l'Apologue que le *Medley* \* nous a donné, des *Charbonniers* & des *Matelots*. Il me sembloit, à chaque Page voir l'Auteur faire à ses Amis la même promesse que le *Charbonnier* fait à ses Camarades en ces termes: *Si nous ne pouvons nous rendre aussi blancs qu'eux, il ne nous sera pas difficile de les rendre bien-tôt aussi noirs que nous*. C'est là évidemment le but de cette Pièce travaillée avec tant de soin. Si le succès y a répondu, c'est ce que nous verrons par l'examen que nous en allons faire.

Ce qui me touche le plus en tout ceci, ce n'est pas précisément la manière dont les précédens Ministres sont traitez, & les artifices dont on se sert pour les noircir. Ce sont là de vains efforts, qui ne serviront à la fin qu'à faire éclater davantage leur mérite: L'injuste, la violente persécution qu'on a exercée, & qu'on exerce encore contre eux, tournera infailliblement à leur honneur. Ce qui m'inquiète le plus, c'est le dessein qu'on se propose, en portant

\* Le *Medley* est une feuille qui fut publiée une fois la semaine, l'année passée, pour refuter l'*Examineur* & les autres Ecrivains du parti des *Tories*. On les peut trouver chez T. Johnson.

tant ces coups & d'autres semblables à leur réputation. Ce dessein ne peut être que celui de nous engager à agir contre nos propres lumières naturelles, & contre toutes les notions que nous avons eues, & que nous avons crû les plus claires depuis plus de vingt ans; & de nous faire consentir à perdre par une Paix honteuse, les fruits d'une Guerre comblée de succès étonnans.

Je ne sçai pas quel effet ce Chef-d'œuvre du Parti fera sur l'esprit des autres. Pour moi, j'avouë qu'une simple lecture m'a parfaitement convaincu, que si ce qu'on y avance est le sentiment général de la Nation, la Paix nous est d'une nécessité indispensable: Il est plus que tems que nous nous racommodions avec notre *Ennemi*, puisque nous rompons si ouvertement avec tous nos amis. Et si je pouvois supposer qu'on négligeât de connoître le sentiment de la Nation sur un sujet si important, & qu'on n'en donnât aucune connoissance au Parlement, le génie de cet Ecrit me convaincroit entièrement de ce que diverses personnes soupçonnent depuis quelque tems, c'est que nous avons déjà fait notre Paix; & que le Congrès ne se tiendra pour aucune autre fin, que pour nous y faire jouer le personnage de Médiateurs, & prescrire à nos Alliez les conditions desquelles nous jugeons que chacun d'eux doit se contenter. Car, si nous ne sommes pas assurés des conditions qui nous regardent en particulier, *il seroit*, pour me servir des expressions de notre Auteur, *non seulement fort indiscret, mais peut-être même dangereux* d'insulter nos Alliez si ouvertement, & d'ex-

poser aux yeux de nos Ennemis, sans aucun ménagement, la foiblesse de notre Nation, & l'impossibilité où on prétend que nous sommes de continuer la Guerre. C'est là une des raisons qui ont empêché cet Ecrivain, comme il nous le dit lui-même, de publier plutôt son Ouvrage. Mais on peut bien l'assurer que, si nous n'avons pas conclu notre marche, il l'a encore publié trop tôt. Une autre raison qui l'a engagé à demeurer jusqu'à présent dans le silence ; C'est dit-il, *qu'il vouloit laisser le champ libre à d'autres personnes, qui, quoique peu instruites de plusieurs faits, dont il a eu occasion d'avoir connoissance, pouvoient, par les seules lumières de la raison, donner fort bons argumens (c'est à dire, selon moi, des déclamations) sur cette matière.* Ce n'est pourtant que par la connoissance des faits qu'on est en état de porter un jugement solide : Aussi est-ce par là que notre Auteur a si bien sù les déguiser ; car j'espère de conyaincre tout Lecteur désintéressé que c'est-là tout l'usage qu'il a sù faire de ses grandes lumières.

Voilà les deux raisons qu'on veut bien nous donner pour lesquelles cet Ecrit n'a pas été publié plutôt. Je veux bien hasarder d'en ajouter une troisième, aussi solide que la seconde, & beaucoup plus véritable que la première. Car en vérité, personne ne pourra croire que la crainte d'exposer aux yeux du Public, dans une conjoncture si dangereuse, le mauvais état où il prétend que nous sommes, ait été capable de le retenir. Ses plus intimes amis l'avoient déjà fait de la manière la plus ample : Et s'il y avoit une raison pour se taire sur ce sujet il

y a deux mois, cette même raison subsiste encore aujourd'hui; à moins que, comme je viens de le dire, notre marché ne soit conclu. Voici donc, à mon avis, la véritable raison qui l'a porté à garder son Ouvrage jusqu'à présent; C'est qu'il attendoit un tems de crise, & le moment favorable pour qu'il pût produire l'effet auquel il le destinoit. Le grand Art de ceux qui se mêlent de débiter des *Fourberies Politiques*, consiste à savoir les placer avec dextérité précisément dans le tems qui leur est favorable, & à charger les couleurs plus ou moins selon le tems qu'on veut qu'elles durent. Personne n'ignore combien le bonheur ou l'infortune de cette Nation dépendent des premières Résolutions que le Parlement prendra dans cette Session. C'est de là (si tant est que la chose soit encore à faire) que dépend la conclusion d'une bonne ou d'une mauvaise Paix. Car cette raison, il est de la dernière conséquence pour ceux qui en négotent une mauvaise, d'avoir un torrent de mensonges tout prêt pour en inonder en tems & lieu ceux qu'ils ont tant d'intérêt de surprendre par les plus artificieux déguisemens, afin de les faire donner dans des fausses mesures. C'est dans cette vue, que ce Livre n'a paru que le jour que cette Session devoit commencer. On esperoit que les Membres du Parlement, séduits par les fausses lueurs des faits qu'on y suppose, se laisseroient conduire où on vouloit les mener, sans s'apercevoir qu'on les égaroit du droit chemin. Et comme on prévoioit que peut-être certaines raisons politiques donneroient lieu à une *Prorogation* de quelques jours, com-

me l'événement l'a fait voir ; on jugea à propos de le faire assez long pour que plusieurs Lecteurs ne pussent pas le lire en un jour , ou du moins , pour qu'on n'y pût pas répondre assez promptement pour prévenir certaines *Résolutions* qu'on vouloit faire prendre , & sur lesquelles on vouloit qu'il eut quelque influence.

Mais , malgré toutes ces précautions , la force & la solidité des argumens que ceux qui ont si bien soutenu le parti contraire ont fait valoir dans plusieurs de leurs Ecrits , la bonté de la Cause , la grossiereté des déguisemens de notre Auteur & de ses Adhérens , la malignité & la fausseté qu'on remarque sensiblement dans ses récits ; la manière indigne dont il caresse la Cour de *France* , l'excessive dureté avec laquelle il ose traiter nos meilleurs *Alliez* ; tout cela me fait espérer que ces Politiques de nouvelle édition se trouveront fort éloignés de leur calcul. Non , il n'est pas possible qu'un Parlement de la *Grande-Bretagne* puisse , dans une affaire de la dernière conséquence , ajouter foi à ce qui leur vient d'une main si suspecte , sans écouter ce qu'on peut répliquer d'un autre côté , & sans examiner la vérité des faits.

Comme cet Avocat d'une mauvaise Cause a pris ses avantages , en different de se produire en public , & en alongeant son Ecrit par beaucoup de paroles ; je prendrai une route opposée. Je me resserrerai autant qu'il me sera possible \* , & je me hâterai , de donner au Public ce que j'ai à dire pour la défense d'une Cause

\* On trouvera sans doute que l'Auteur ne tient pas parole sur la brièveté qu'il promet ici , lors qu'on ver-  
ra

si excellente, & si importante, que si nous l'avions une fois perduë, nous ne pourrions peut-être jamais réparer ce malheur.

Pour cet effet, je passerai par dessus plusieurs pages de ce Livre, qui ne contiennent que des Réflexions vagues, & des répétitions vaines. Ces répétitions reviennent si souvent dans cet Ouvrage scandaleux, qu'on a travaillé avec tant de soin, qu'on diroit que l'Auteur, non content d'avoir déguisé un fait, veut encore le multiplier, en le faisant revenir sous les yeux du Lecteur jusqu'à deux ou trois fois. Cet artifice ne peut manquer de noircir à son gré les Alliez & le précédent Ministère; puisqu'il emploie plusieurs couches des mêmes couleurs pour les dépeindre tels qu'il veut les faire paroître.

Après bien des réflexions sur la Guerre en général, par lesquelles il se flatte d'inspirer à un Lecteur peu circonspect, des préjugés favorables pour ce qui doit suivre; l'Auteur vient à considérer les Guerres dans lesquelles l'Angleterre a été engagée depuis *Guillaume le Conquérant*. Sur cela il remarque fort gravement, que, *tant que nous avons eu la Guerre dans notre Pais, nous n'avons pas été obligez, pour la soutenir, de faire sortir l'argent de chez nous*: Observation très-propre pour la justification des Guerres Civiles. *Il en est de même*, ajoute-t-il, *des Guerres que Charles II. fit aux Hollandois*; Elles

ra un Ouvrage dont ceci n'est tout au plus que le quart. Mais ce qu'il dit ici ne doit s'entendre que de cette première Partie, qu'on ne doit considérer que comme une *Critique générale* de l'Ouvrage qu'il réfute, & comme un *Traité préparatif* à l'Apologie des Alliez, qu'il poursuit & qu'il pousse dans tous les détails nécessaires pour la rendre complete.

*Elles ne firent point sortir l'argent du Pais, & ne laisserent la Nation chargée d'aucunes dettes. Il passe sous silence le reste du Règne de ce Prince, sans y faire aucune autre remarque que celle-ci, c'est que ces Guerres furent entreprises & conduites sous un Ministère fort corrompu. Fort corrompu, sans doute, & si corrompu, que j'espere que notre Nation n'en trouvera de beaucoup d'années qu'un seul autre qu'elle puisse comparer à celle-là. C'est à ce Ministère que nous devons la perte de l'équilibre de l'Europe, & les détresses ou le Pouvoir exorbitant de la France nous à réduits depuis.*

Notre Auteur avouë, que ces Guerres contre la Hollande firent beaucoup de deshonneur à notre Couronne: & je suis persuadé qu'il en seroit toujours de même de toutes celles que nous pourrions faire à cette République. Cependant, il semble qu'on sonne l'alarme contre Elle en plusieurs endroits de ce Livre; on excite toute notre mauvaise humeur, & on affecte de semer de la jalousie entre deux Nations, dont l'intérêt commun consiste dans

P.33. une union la plus étroite. Voici ce qu'on nous  
& 34. dit en parlant de nos Conquêtes en Flandres.

*Plusieurs milliers de nos Compatriotes y perdent la vie, nous épuisons toute notre substance; non pas pour notre propre intérêt, non pas pour une chose qui ne peut nous faire ni bien ni mal, mais peut-être, pour notre propre destruction. Nous pouvons encore de nos jours sentir que les effets de notre valeur auront pour nous des conséquences plus funestes, que toutes celles qu'on veut nous faire envisager dans la domination du Duc d'Anjou sur l'Espagne. Nous avons conquis un beau Pais,*

Et du dernier Ministère, &c. II

*Païs, mais c'est pour les Etats &c. Et au lieu P.89*  
*de travailler pour la sûreté des Hollandois, nous*  
*nous réduisons à la mendicité pour les rendre for-*  
*midaibles.*

Si le Roi *Charles*, au lieu d'entreprendre contre la *Hollande*, des Guerres qui ont été le scandale de toute l'*Europe*, avoit exercé ses forces contre la *France*; peu de millions, dépensez bien à propos alors, nous en auroient épargné depuis des centaines. Mais ses liaisons avec la *France*, & ses Guerres contre la *Hollande*, nous ont bien montré qu'il n'étoit pas dans les véritables intérêts de son Païs: & on pourra à coup sûr juger de la même manière de tout Prince qui à l'avenir voudra suivre ses traces. Cependant son Parlement\*, tout corrompu qu'il étoit, ne pût jamais être porté à soutenir des mesures qui tendoient si visiblement à notre ruïne. A plus forte raison tout autre Ministère doit il s'attendre, qu'aucun Parlement de la *Grande-Bretagne* abandonne jamais, jusqu'à ce point là, les intérêts d'une Nation, dont les Libertez sont établies sur des fondemens plus solides qu'elles n'étoient alors?

Des Guerres contre la *Hollande*, l'Auteur passe à la *Révolution de 1688*. Alors, dit-il, on P.II  
vit une Guerre s'allumer de tous côtez, pour re-  
primer les desseins ambitieux de la *France*, dans  
laquelle l'Empereur, les Hollandois, & l'An-  
gleterre,

\* Bien loin d'entrer dans les vûes de la Cour, ce Parlement força en quelque sorte le Roi à faire, non seulement la Paix, mais une Ligue Offensive & Densive avec les Etats Généraux contre la *France*; & pria Sa Majesté de ne point consentir qu'une Paix laissât la *France* plus puissante qu'elle n'étoit à la Paix des Pyrénées.

P.13. gleterre , étoient les principales Parties intéressées. Peu après, on nous dit, que le grand motif de cette Guerre , pour la part que nous y avions , étoit d'obliger la France à reconnoître le deffunt Roi , & à nous rendre la Baye de Hudson. J'avouë que ce furent là deux des raisons qui nous engagerent dans la Guerre de 1689. ; mais si on prétend que ce furent les seules , je le nie. On vient déjà de nous dire que cette Guerre s'alluma de tous côtez , dans le dessein de réprimer l'ambition de la France , qui depuis trente ans empiétoit sur tous ses Voisins , & qui n'avoit que trop fait voir que les Traitez ne la pouvoient lier. La vûe de mettre un frein à cette Ambition , étoit donc un intérêt général , & celle de prévenir une Monarchie Universelle , qu'on feroit il y a long-tems venu à bout d'établir , si nous nous étions lâchement tenus en repos , étoit une cause assez grave & assez juste pour entreprendre cette Guerre. La France avoit commencé la Guerre par une Invasion dans l'Empire , peu avant la Révolution ; & si elle avoit pû prévenir , ou détourner ce dernier événement , ç'en étoit fait alors de la liberté de l'Europe & de la nôtre. Sur ce principe , on me permettra de remarquer en passant , que le principal but de cette Guerre n'étoit pas d'affermir la Révolution , comme le veulent insinuer ceux qui ne l'affectionnent pas beaucoup : Elle étoit nécessaire pour notre conservation , & pour celle des Puissances qui étoient en Alliance avec nous , lesquelles , sans notre secours , n'auroient pû résister aux efforts de la France ; ce qui nous auroit dans la suite nécessairement envelopé dans la même ruïne dans

laquelle nous aurions laissé tomber les autres.

De dire que pendant cette Guerre on ait négligé la Marine, & employé la plus grande partie de six millions sterling par an à étendre les Frontières de la Hollande ; parce que le Roi étoit Général & non pas Amiral, & Hollandois de naissance, quoi que Roi en Angleterre ; c'est une médisance qui n'a aucun fondement. L'accroissement de la Puissance du Roi de France par Terre, rendoit les efforts qu'on faisoit de ce côté-là contre lui absolument nécessaires ; & l'événement même nous a trop fait voir que ceux qu'on faisoit n'étoient pas encore suffisans. On ne peut pas dire, non plus, après tout, que la plus grande partie du subsidé de six Millions ait été employée de ce côté-là, tout le monde peut voir le contraire par les Etats ou calculs de ce qu'il falloit pour la Guerre de Flandres, qu'on a fournis tous les ans à la Chambre des Communes. Et, pour ce qui regarde la Flotte, on étoit si éloigné de la négliger, que non seulement on eut le soin de réparer la disgrâce que nous reçûmes par Mer en 1690. , mais que quelque tems après † nous remportâmes un avantage si considérable sur les Ennemis, & donnâmes un tel échec à leurs forces maritimes, qu'ils n'osèrent plus reparoître en Mer de toute la Guerre.

Mais voyons un peu le tour qu'on donne ici à ce qu'on y dit de la conclusion de cette Guerre. Après avoir perdu cent mille hommes, & accumulé sur la Nation pour vingt millions sterling

† En 1692. , l'Amiral Russel, à présent Comte d'Orford commandoit la Flotte combinée d'Angleterre & de Hollande, qui défit entièrement celle de France à la hauteur de la Hogue.

*sterling de dettes, on conclut la Paix\**. Elle fut fort avantageuse à l'Empire & à la Hollande, mais il n'y eut rien pour nous; & peu après on embroûilla encore les affaires par le fameux Traité de Partage. Je voudrois bien savoir si on peut dire que l'Angleterre n'a tiré aucun avantage d'une Guerre dans laquelle nous venons de voir qu'elle s'étoit engagée pour réfréner l'ambition de la France; en cas qu'au Traité de Paix la France ait été considérablement affoiblie, par les conditions avantageuses qu'elle a été obligée d'accorder à l'Empire & à la Hollande. Ces conditions, si elles sont telles qu'on le dit, ne transportent-elles pas quelques degrez de force du côté que nous voulons affoiblir vers celui que nous voulons fortifier? Et si cela est ainsi, n'a-t-on pas répondu, du moins en partie, au but qu'on s'étoit proposé en faisant la Guerre, & ne peut-on pas dire que nous avons trouvé notre compte dans la conclusion?

Mais, si ce n'avoit été par l'envie de rendre la Mémoire du feu Roi odieuse, notre Auteur n'auroit eu garde de nous dire que *cette Paix fut avantageuse à l'Empire & à la Hollande, & nullement à nous*. Il sçait trop qu'elle fut très défavantageuse aux Alliez, fort éloignée du but qu'on s'étoit proposé, & qu'on ne peut la regarder que comme une suite nécessaire d'une Guerre remplie de malheureux succès. Il ne tiendra qu'à lui, au reste, de nous dire quand il lui plaira pourquoi les succès nous furent si contraires. Les traverses perpetuelles qu'un Parti mécontent formoit; une fatale méintelligence

\* A Ryfwick en 1697.

ligence entre le Prince & son Peuple, qui fut cause qu'on n'assembla le Parlement que fort tard; & qui fut suivi, par une conséquence nécessaire, du déchet du Commerce & du manque de Crédit; ces raisons, & d'autres semblables, mirent le Roi dans l'impossibilité de pousser la Guerre avec vigueur. Que si, lorsqu'il s'est agi de la finir, nous avons vu le Roi de *France* faire des offres plus avantageux que les *Alliez* ne le pouvoient esperer après leurs disgraces, la raison en étoit assez évidente; C'étoit afin de se donner le loisir de poursuivre ses projets sur la *Monarchie d'Espagne*; ce qui ne lui réussit que trop bien, par le manège qu'il fut jouer à l'égard du *Traité de Partage*. Traité, comme notre Auteur sçait bien, que le Roi fut forcé de conclure, comme le moindre de deux maux qu'il avoit à craindre; car il ne voioit pas la Nation en humeur, & on lui avoit fait croire qu'elle n'étoit pas en état, de recommencer une nouvelle Guerre: & le Corps de Troupes qu'il avoit \* n'étoit nullement capable de faire tête à la *France*, lorsque le Roi d'*Espagne*, qui étoit fort languissant dès la Paix de *Ryswick*, viendrait à mourir. Voilà la vraie raison pour laquelle le Roi de *France* se pressa si fort de finir la Guerre, & pourquoi il rendit si aisément tant de Places à l'*Espagne*, lesquelles il savoit bien qu'elles lui devoient revenir bientôt, si son projet réussissoit. Pour ce qui est des avantages qu'on prétend que l'*Empire* & la *Hollande* retirèrent de ce Traité, je ne sache pas

\* Le Parlement n'avoit voulu garder que sept mille hommes en *Angleterre*; & il n'y en avoit que dix en *Irlande*, qui est, comme chacun sçait, un Pays qui ne se garde pas tout seul.

pas que celle-ci en ait eu d'autre qu'un *Tarif* dont on n'a jamais exécuté un seul Article. Et à l'égard de l'*Empire*, il faut avoir la Mémoire bien courte, pour avoir oublié les brouilleries que le Roi de *France* fût semer entre les Membres, par la clause du quatrième Article du Traité, touchant la Religion; le mépris avec lequel il traita l'*Empereur* à l'occasion de *Strasbourg*; & comment il ne voulut jamais rendre le vieux *Brisac*, jusqu'à ce qu'il eut bâti une nouvelle Forteresse du même nom vis à vis de l'ancienne, & par là rendu cette importante Place entièrement inutile à ceux à qui il la restituoit.

Mais si on avoit voulu nous consoler encore en quelque sorte des pertes & des dépenses que nous fîmes pendant cette Guerre, on auroit pû nous dire un mot de ce que Mr. de *Vauban* observe sur l'état de la *France* dans sa *Dixme Royale*. Cet exact & habile Auteur a trouvé, qu'à la Paix de *Ryswick* la *France* avoit deux millions d'habitans moins qu'avant la Guerre; il nous fait une peinture affreuse de la pauvreté du Peuple; & un calcul des dépenses que le Roi étoit obligé de faire, qui excède beaucoup les charges que ses Sujets pouvoient porter. Cette diminution des forces de notre Ennemi auroit pû nous consoler, dis-je, de ce que nos succès n'avoient pas égalé nos espérances, si la Paix n'avoit pas servi de fondement à l'Usurpation de la *Monarchie d'Espagne*.

P. 11. Dans cette Guerre, dit-on, on commença d'établir parmi nous la coutume d'emprunter des millions à intérêt, sur des Fonds qu'on donnoit pour sûreté. Dans plusieurs endroits de ce Livre, on

on nous représente cette manière de financer comme une chose *détestable*, comme un complot formé contre l'intérêt des Propriétaires des Fonds de Terre; & il n'y a point de mal qu'on n'en dise. Tantôt on nous dit que cette maxime servoit à la *sûreté d'un nouveau Prince dont le Trône n'étoit pas encore bien affermi*; on nous la fait envisager comme *un dessein d'un petit nombre de personnes artificieuses, qui, pour s'enrichir eux-mêmes vouloient endetter la Nation*; tantôt comme une maxime qui servoit aux *vûes ambitieuses d'un Ministère*. On donne enfin à cet établissement toute sorte de couleurs excepté la véritable: Car il est certain qu'on n'a pas pris cette manière de lever de l'argent par choix, mais par pure nécessité. Nous avions alors dans le Parlement une Cabale, de qui tout le mérite consistoit à s'opposer à tort & à travers à toutes les vûes de la Cour. Ces bons Compatriotes marquoient une horreur extrême pour tout ce qui aprochoit d'une Accise générale, de laquelle cependant la Nation s'est vûe insensiblement en grande partie chargée depuis. S'ils avoient voulu y consentir dès le commencement, on auroit pû par cette voye lever à peu près les sommes dont on avoit besoin, sans charger l'Etat d'aucunes dettes. Mais, après tout, il n'y a rien dans cette manière de lever les Subsides en hypothéquant des Fonds pour l'avenir, qui n'ait été pratiqué par les autres Etats qui ont été engagez dans cette Guerre aussi-bien & plutôt que par nous. Nous sommes donc à cet égard sur le même pied que les autres. Toute la différence qu'il y a, c'est que nos dettes sont beaucoup moins con-

fidérables que celles de la *France* & de la *Hollande*; & quiconque a quelque intelligence des affaires étrangères, & est tant soit peu versé dans l'Arithmétique Politique ne peut l'ignorer.

Notre Auteur conduit ainsi son récit jusqu'à la Guerre présente; Il emploie ensuite huit Pages à former un nuage, dont il croyoit avoir besoin pour empêcher qu'on ne découvrit d'abord ses tours de finesse. Ce n'a pas été là un Ouvrage fort difficile. On croira aisément qu'un homme beaucoup moins versé dans l'Art de Charlatanerie que celui en auroit pû venir à bout, si on considère combien il y a peu de Lecteurs qui ayent quelque teinture des affaires étrangères; comment on est porté naturellement à applaudir à la Médifance; combien nous sommes fatiguez d'une si longue Guerre, & quel plaisir le seul nom de Paix est capable de faire à un grand nombre de gens, qui se laissent persuader par des sons autant ou plus que par le bon-sens.

P.23. Enfin, après un Préambule de vingt & deux Pages, cette Farce Historique s'ouvre par cette belle Proposition; *Que jamais aucune Nation n'a été si long-tems abusée par la folie, la témérité, la Corruption & l'Ambition de ses Ennemis domestiques, & traitée avec tant d'insolence, d'injustice & ingratitude par ses amis étrangers, que la nôtre. C'est là ce qu'on entreprend de démontrer par des faits certains & évidens.*

Quoique je ne puisse en aucune manière consentir à voir ruiner ma Patrie par une mauvaise Paix (ce qui paroît être la vûe de cet Ecrivain & de ses adherens) dans le tems que nous avons de si belles aparences d'en obtenir une bonne :

bonne : Cependant si on peut me prouver cette Proposition, j'abandonne de tout mon cœur le précédent Ministère, à la fureur de ces Ennemis. Mais j'exige aussi que si on ne prouve pas la Proposition, les Accusateurs soient sujets à la peine qu'ils veulent attirer sur ceux qu'ils calomnient.

Cette Proposition en elle-même est un Paradoxe si étrange, qu'il faut que celui qui ose entreprendre de la prouver se fie terriblement sur sa Science dans les prétendues *Histoires secrètes*; & j'ai de fortes raisons de croire que ce n'est pas ici son coup d'essai \*. Si cela est, il faut avouer qu'il a beaucoup profité depuis un an, puisqu'il ose aujourd'hui nous affirmer les faussetez les plus grossières, au lieu qu'alors il osoit à peine les insinuer. Alors on n'ataquoit que le Ministère; on ne l'ataquoit même que sur quelques Articles; on épargnoit les *Alliez*, on les flatoit par de belles paroles. Aujourd'hui il n'y a point de mal dont on n'accuse les derniers Ministres; toute leur Administration est détestable, depuis le commencement jusqu'à la fin. Il est vrai qu'on leur donne la consolation de voir les *Alliez* aussi maltraiter qu'eux. En un mot, *Alliez & Ministres*, tous sont des Fous & des marauts; & toute la sagesse du monde, ne se trouve que dans deux ou trois têtes, dans lesquelles qui que ce soit n'avoit crû jusques à présent qu'elles fissent

B 2

leur

\* Il est plus que vraisemblable que cet endroit fait allusion au Livret qui parut il y a un peu plus d'un an sous le Titre d'*Histoire secrète d'Arlus & d'Olphus*, & qu'on attribua à l'Auteur de la *Conduite des Alliez*. Voyez ce qu'on dit de cet Ecrit dans la première Lettre sur la Conduite de la présente Guerre, pag. 2, & 3, Tom. I.

leur résidence. Il y a pourtant cette différence, c'est que pendant plusieurs années ; les affaires ont eu un succès merveilleux sous cette administration *impertinente & corrompue* ; au lieu que ce sera un miracle si cette nouvelle vertu, & cette sagesse de nouvelle édition ne nous conduisent pas à notre perte.

Mais, pour venir aux preuves que notre Auteur allegue de ce qu'il a avancé avec tant de sincerité & de modestie ; Il nous déclare que pour démontrer sa Proposition, il va prouver ces trois Articles.

P.23. I. „ Que contre toutes les règles de la Prudence & du sens-commun, nous nous sommes engagés dans cette Guerre comme *Partie principale* ; au lieu que nous ne devions y entrer que comme *Auxiliaires*.

II. „ Que nous avons énérvé nos forces vainement, en faisant nos efforts précisément du côté par où nous pouvions le moins réussir ; pendant que nous avons entièrement négligé celui par lequel nous étions en état d'affoiblir l'Ennemi commun, & de nous enrichir nous-mêmes.

III. „ Que nous avons souffert patiemment que tous nos Alliez aient manqué à satisfaire à toutes les conditions des Traitez, & par-là réjetté toutes les charges sur nous.

Je vais montrer que chacune de ces Propositions est notoirement fausse, & par conséquent, on verra que celle à laquelle elles doivent servir de preuve est aussi de même nature. Après quoi on pourra juger à qui ces dénominations injurieuses de *folie*, de *témerité*, de *corruption*, d'*ambition*, &c. conviennent le mieux,

mieux, si c'est à ceux contre qui on les dit, ou à ceux qui les veulent attribuer aux autres.

La première décision qu'on fait ici, *Qu'il étoit contre toutes les règles de la Prudence & du sens-commun de nous engager dans cette Guerre en qualité de Parties principales*, est quelque chose de si extraordinaire & de si inouï, que je félicite de tout mon cœur celui à qui cette belle pensée est venuë d'en avoir fait la rare découverte. Voici le premier des Ecrivains de la Cabale avec lequel j'aye eu à faire, qui ait été assez hardi pour parler si franchement, quoique j'aye depuis long-tems eu lieu de soupçonner que c'étoit là leur sentiment. On ne doit plus s'étonner qu'ils soient si pressés de finir la Guerre, de quelque manière que nous en sortions, puisqu'ils nous déclarent si ouvertement que nous avons eu tort d'y entrer. Voici en quelque sorte la Clef de tout ce Livre; Après cela rien de ce que nous verrons dans la suite ne doit plus nous surprendre. Les réflexions qu'on y fait sur le précédent Ministère; la manière indigne dont on y traite nos *Alliez*; les efforts qu'on y fait pour tordre le sens des *Traitez*; les opinions absurdes qu'on y avance sur le Crédit public, jusqu'à regarder comme un bon augure le déchet des Fonds publics au changement du Ministère; rien ne nous doit paroître étrange après une déclaration si extravagante: Déclaration qui contredit le sentiment de tous les Parlemens qui se sont assemblez depuis l'Usurpation de la *Monarchie d'Espagne*; l'opinion constante & unanime de la *Reine* & de tous les *Alliez*; celle même du Parlement qui est présentement as-



„voix de tout son Peuple, qui offroit de sacrifier  
 „ses biens Et sa vie pour la défense d'une si juste  
 „Cause. On y dit ensuite, que les fruits d'une  
 „Guerre si heureuse, seroit la gloire de Sa  
 „Majesté, la sûreté, la richesse, & la prof-  
 „perité de ses Etats, & une Paix durable pour  
 „l'Europe. Nous trouvons aussi dans le se-  
 cond Paragraphe de la Représentation des  
 Communes, qu'on y fait valoir la *nécessité ab-*  
*solue de pousser la Guerre.* On ne parle point de  
 ce que les deux Chambres disent sur ce sujet  
 dans les Adresses qu'elles présenterent au  
 commencement de la Session. En voilà assez  
 pour faire voir que la première Proposition de  
 notre Auteur est directement contraire aux  
 déclarations du Parlement d'à présent : Et c'est  
 à quoi je prie ceux qui ont une si grande vé-  
 nération & une si parfaite estime pour les sen-  
 timens de celui-ci, par opposition aux précé-  
 dens, de faire quelque attention. Je prendrai  
 encore la liberté de faire souvenir ces Mes-  
 sieurs, que nous avons eu, même selon leur  
 opinion, pendant ce Règne, un Parlement  
 aussi bon que celui-ci ; je veux dire le premier,  
 lequel n'a pas laissé de se déclarer sur la justice  
 de cette Guerre & sur la nécessité de la pousser  
 vivement, avec autant de force qu'aucun au-  
 tre de ceux qui l'ont suivi. J'ajoute encore que  
 notre Ecrivain se trouve en contradiction,  
 non seulement avec le Parlement, mais aussi  
 avec le sentiment que le Ministère d'à présent  
 avoit pendant la dernière Session : Car, quoi-  
 qu'il en soit cette année, on ne peut croire  
 que l'année passée nos Ministres aient été sur  
 cet Article d'un autre avis que le Parlement.

Et, pour pousser l'absurdité de cette Proposition jusqu'au plus haut degré, on peut dire qu'elle est incompatible avec le sentiment dans lequel les Ecrivains du Parti étoient il y a un an. Dans ce grand nombre de Libelles diffamatoires qui rendront la dernière année célèbre, & qui venoient en grande Partie, du même endroit que celui que j'examine ici, on ne trouve pas un mot qui tende à condamner la manière dont nous nous sommes engagés dans cette Guerre, & qui nous taxe pour cela d'*imprudence*, de *défaut de bon-sens*, & de *conseils pernicieux*. Cependant, les plumes étoient dès ce tems-là trempées dans le fiel le plus acré & dans le plus subtil venin; on étoit bien éloigné de ménager le précédent Ministère, & la malignité, qu'on avoit poussée au plus haut degré, n'épargnoit rien, vrai ou faux, tout lui étoit bon pour parvenir à son but. Nous pouvons donc juger parce qu'on a dit alors, que ces Messieurs n'ont rien oublié de ce qu'ils ont crû qui pouvoit faire tort à la réputation de leurs Adversaires. Par conséquent, nous pouvons conclure du silence qu'on gardoit sur cet article, qu'on ne croyoit pas pouvoir faire un crime à la Nation d'être entré dans la Guerre, & qu'on croyoit cette accusation trop grossière pour pouvoir être reçûe par un Peuple qui n'y étoit pas encore préparé.

Comment se peut-il donc qu'on vienne aujourd'hui déclamer contre une chose qu'on croyoit juste il y a un an? & qu'on la fasse passer pour une haute *imprudence*, & pour *contraire à toutes les règles de la droite raison*? Comment nous déclare-t-on si franchement, que la Re-  
stitution

stitution de la *Monarchie d'Espagne* n'entroit pour rien dans les vûes qui ont engagé la *Grande-Bretagne* dans la Guerre? Que la Reine n'y est point obligée par la Grande-Alliance, & que c'est une *extravagance* d'y penser? Comment concilier une variation si palpable? Ces Messieurs ont-ils effectivement changé d'opinion? Après avoir été dans l'erreur pendant si long-tems, sont-ils enfin parvenus à admettre des notions si contraires & à leurs propres sentimens, & à ceux de tout le Genre-humain? Ou bien ne peut-on pas croire qu'ils ne pensent pas eux-mêmes ce qu'ils disent, mais qu'ils croient qu'après avoir préparé les esprits du Peuple avec tant de soin, par le venin dont ils l'ont abreuvé, ils peuvent à présent lui en imposer par des Propositions qu'il est de leur intérêt qu'il reçoive? Si c'est là le fait, j'avouë que ce n'est pas trop qu'un an pour préparer la Nation à recevoir de telles absurditez. Un Peuple qui n'est point élevé dans l'Ignorance & dans l'Esclavage, ne peut pas souffrir qu'on détruise tout d'un coup toutes les notions qu'il avoit reçues à l'égard des affaires publiques. Un Peuple libre, accoutumé à raisonner sur la Liberté, sur le Commerce, sur les Traitez, sur la Paix, sur la Guerre, ne peut pas en un instant livrer toute son intelligence, & dévouër une foi implicite à ce qu'il plaît à ces *nouveaux Docteurs* de lui révéler. Il faut donc du tems & beaucoup de manège pour tourner des esprits ainsi disposez; & si on peut venir à bout de ce changement en un an de tems, on peut passer pour habile Politique.

Voilà donc, à mon sens, la véritable raison  
pour-

pourquoi on n'a pas produit plutôt ces grands secrets politiques. Les choses n'étoient pas encore assez préparées : Et aujourd'hui même, il semble qu'on n'ose encore exposer ces monstrueuses Propositions au jour toutes nuës. On les escorte de raisons, telles quelles ; on en a une qui marche devant pour préparer les voyes, & on en garde encore une autre pour la fin, & comme pour servir d'Arrière-garde.

Pour bien juger de la force & de la solidité de ces raisons, je les tirerai de la confusion dans laquelle on nous les donne. Ce défaut d'ordre n'est pas un effet du hazard ; il est très-propre à servir au dessein qu'on a de nous fasciner les yeux ; & si mes conjectures sur l'Auteur de cet Ouvrage ne me trompent pas extrêmement, ce dérangement est tout-à-fait conforme à son génie. Le précis de tout ce qu'on allègue pour prouver la première Proposition, c'est, *Que lorsque le Duc d'Anjou prit possession de la Monarchie Espagnole, & que le Traité de Partage fut rompu par cette démarche, on mit en délibération en Angleterre, si on continueroit à observer la Paix, ou si on recommenceroit une nouvelle Guerre.* Qu'il me soit permis d'ajouter ici, par parenthèse, que le Roi avoit un peu auparavant changé de Ministère, & qu'il s'étoit mis entre les mains des *Tories* ; mais qu'on le croyoit toujours néanmoins fort porté pour le Parti qu'il s'étoit crû obligé de quitter, & que ce Parti passoit pour avoir beaucoup d'influence sur son esprit. „ Les nouveaux „ Ministres continuë-t-on, & leurs amis n'é- „ toient nullement d'avis qu'on recommençât „ la Guerre, à cause des difficultez que nous „ ren-

Voyez  
page  
20.

„rencontrerions chez nous, Et des dettes dont nous  
 „étions chargez. Ils ajoûtoient que l'addition  
 „de la Monarchie d'Espagne, & l'Alliance  
 „des Electeurs de Bavière & de Cologne ren-  
 „doient la France beaucoup plus formidable,  
 „& que les Alliez étoient plus foibles de cent  
 „vingt mille hommes que pendant la précé-  
 „dente Guerre, des succès de laquelle nous n'a-  
 „vions pas beaucoup de lieu de nous vanter.

On passe sous silence le Duc de Mantouë, le Duc de Savoye, & le Roi de Portugal, que le Roi de France avoit engagez dans son parti aussi-bien que les deux Electeurs. Peut-être n'a-t-on rien voulu dire du premier, de peur de faire par là quelque honneur à la Cour Impériale, en rapelant à la Mémoire du Lecteur le courage avec lequel l'Empereur commença seul la Guerre, la glorieuse Campagne que son Armée fit en Italie, où elle avoit toutes les forces de la France sur les bras, & l'habileté avec laquelle l'illustre Général qui la com-

Le Pr.  
Euge-  
ne.

mandoit fût se faire jour jusques dans la Milanais; quoiqu'il eut pour Ennemis tout le Mantouan garni de Troupes, d'un côté, & l'Armée commandée par le Duc de Savoye de l'autre.

Il est difficile de décider lequel est le plus étonnant, ou le courage, ou la sagesse que la Cour de Vienne marqua dans cette entreprise. D'un côté, jamais on ne pouvoit commencer la Guerre avec plus de désavantage. L'Empereur s'engageoit par là dans une dépense immense, & fort au-dessus de ce que ses Finances pouvoient soutenir; & il exposoit à une ruine presque inévitable un Corps des Troupes les plus

plus aguerries & des meilleurs Officiers de l'Europe. Mais de l'autre, il y alloit de tout pour lui, & ainsi il falloit se résoudre à tout hasarder. La justice de sa Cause, la nécessité de soutenir son Droit qui entraînoit après soi le destin de toute l'Europe, lui fit très-sagement juger, que l'*Angleterre* & la *Hollande* ne demeureroient pas spectateurs oisifs, pendant que la *France* étoit prête à empoigner la Monarchie Universelle, ou plutôt qu'elle l'avoit déjà en quelque sorte dans la main. L'expérience vérifia cette conjecture: Et c'est cette glorieuse entreprise qui nous donna lieu de recommencer une nouvelle Guerre; sans quoi, l'Europe auroit, il y a long-tems perdu sa Liberté, sans espérance de la recouvrer. Observons ici, en passant, que quand les manquemens dont on accuse la *Maison d'Autriche* dans la suite de ce Libelle, seroient aussi considérables que l'Auteur veut nous le persuader; on peut dire qu'ils sont compensés, & en quelque sorte causés, par cette belle Campagne qui commença la Guerre d'Italie. Elle causa de si grandes brèches aux Finances de l'Empereur, qu'il n'y a pas eu moyen dans la suite de les rétablir; & la dépense immense, mais nécessaire, qu'il fit alors, le mit hors d'état de faire de si grands efforts depuis \*.

Notre sincère Ecrivain passe sous silence  
toute

\* On peut ajouter ici, que la Guerre de Hongrie fut encore un obstacle aux efforts que l'Empereur auroit pu faire: Elle lui occupa des Troupes, & le priva d'une portion considérable de ses Revenus. Ces deux raisons pouroient être fortifiées de quelques autres, si on vouloit entrer dans quelque détail. On n'ose pas dire qu'elles fussent capables de répondre à toutes les plaintes, & de

toute cette Campagne; & de peur que nous n'en rapellions le souvenir, il évite de nommer le Duc de *Mantouë* & le Duc de *Savoie*, dans un endroit où il étoit si naturel d'en dire un mot. Mais, il avoit encore une raison de ne point parler de ce dernier, non plus que du Roi de *Portugal*. Il auroit été fort utile pour son dessein, de nous les présenter comme engagés dans l'Alliance de la *France*, puisque cela augmentoit encore le danger qu'il y avoit pour nous de rentrer en Guerre. Mais il auroit par là conduit son Lecteur à faire réflexion sur la prudence & l'habileté de ce Ministère qu'il veut abîmer, & qui a trouvé le moyen d'ôter à la *France* deux Alliez si considérables. Il auroit fourni aussi par là lui-même une réponse aux objections qu'il fait contre notre Traité avec le *Portugal*. Car quel qu'un peut-il s'imaginer qu'on puisse détacher un Prince d'une Alliance dans laquelle il est actuellement engagé, à moins que de lui offrir des conditions avantageuses, & sans lui donner toutes les sûretés qui dépendent de nous, contre le parti qu'il quitte, duquel le voisinage & des forces Maritimes pouvoient lui donner tant de crainte? Par conséquent, s'il nous étoit de quelque importance de nous acquérir cette Alliance, (& je puis bien dire qu'alors

de lever toutes les difficultez: Mais certainement elles doivent adoucir à l'égard des esprits raisonnables l'irritation qu'on veut inspirer par des Déclamations telles que celles du Livret en question; lequel, après tout, quand on avoueroit à l'Auteur tous les faits qu'il avance, ne persuadera jamais à un homme qui fait quelque usage de sa raison, qu'il doive se perdre lui-même, parce que les autres n'ont pas rempli tous leurs devoirs, & à son égard, & au leur propre.

lors il n'y avoit personne qui ne crût qu'il nous la falloit à quelque prix que ce fût) il n'étoit pas seulement juste & raisonnable; il étoit absolument nécessaire que nous nous engageassions à donner à ce Prince toute sorte de protection; ce que nous ne pouvions faire qu'en lui promettant une Escadre de Vaisseaux de Guerre, lors qu'il en auroit besoin. C'étoit le moins que nous puissions lui offrir; & il faut avoir perdu l'esprit, pour s'imaginer que ce soit là *livrer une partie de notre Flotte à son caprice & à sa fantaisie*, comme notre Auteur l'insinue: comme si la Reine & nos Amiraux n'avoient pas toujours la liberté d'en user selon leur prudence, en cas qu'il voulût se servir de nos Vaisseaux à des choses ridicules, déraisonnables, ou contraires à l'intention du Traité.

L'Alliance avec le *Portugal*, si on la conçoit bien, fait beaucoup d'honneur au dernier Ministère, & c'est pourquoi on nous la représente dans une vûe si fausse. Par la même raison, on ne dit rien du Duc de *Savoie* en cet endroit; car c'est encore ici une des occasions dans lesquelles le précédent Ministère a rendu un grand service. Mais; outre cela, on voit clairement que les vûes de l'Auteur s'étendent encore plus loin par rapport à ce Prince. Ce n'est pas ici le seul endroit où il affecte de ne rien dire de lui. Il auroit bien pû, s'il avoit voulu se laisser aller à son humeur, trouver autant de raisons de critiquer notre Traité avec la *Savoie* que celui de *Portugal*: Car comme il nous étoit très-important de détacher cet Allié de la *France*, on lui accorda des conditions fort avantageuses. Comment a-t-il donc pû é-

chaper

chaper aux traits de ce Censeur impitoyable? Soyons sûrs qu'il a eu de bonnes raisons pour l'épargner. Il y a là-dessous un mystère que j'expliquerai, peut-être, avant que de quitter la plume sur cette matière. Je n'en dirai à présent que ce seul mot; c'est que dans le plan de cet Auteur, on espère que ce Prince pourra être de quelque usage, pour favoriser les vûes qu'on a de dépouiller la Maison d'*Autriche* de ses droits sur la Monarchie d'*Espagne*, & par ce moyen faciliter une mauvaise Paix.

Après avoir expliqué les raisons qu'on a eues de garder le silence sur le Duc de *Mantouë*, celui de *Savoye*, & le Roi de *Portugal*, dont il étoit si à propos de dire un mot; je m'en vais examiner la force de l'Argument en lui-même. *Les dettes de la Nation, & la puissance de la France*, voilà donc les raisons que les *Tories* alléguoient contre la Guerre. Fort bien: c'étoit par ces mêmes raisons que le Roi avoit été obligé de faire le Traité de Partage. Cependant ses Ministres furent accusez de *Haute malversation*, sur la simple présomption de l'avoir conseillé.\* „ Mais, dit-on, la possession „ actuelle de la Monarchie d'*Espagne*, & les „ Alliances que la *France* avoit su se ménager, „ avoient tellement augmenté sa puissance, „ qui étoit déjà supérieure à la nôtre, sans „ conter les autres avantages qu'elle avoit sur „ nous, qu'il n'y avoit aucune aparence qu'on „ pût l'attaquer avec succès: *Et en pareil cas*,  
dit

\* La Chambre des Communes porta son Accusation en 1701. contre quatre Seigneurs, sçavoir les Comtes de Portland & d'Orford, & les Lords Sommers & Hallifax. L'affaire fut poussée & plaidée dans les formes, & ces Seigneurs absous,

- P.25. dit notre Auteur, *il n'y a qu'une extrême nécessité qui doit forcer un Etat à recommencer la Guerre.* Je l'avouë avec lui; mais en même tems j'ose affirmer que nous étions précisément dans ce cas de *nécessité extrême*, & ce fût aussi l'opinion de tous ceux qui conseillèrent la Guerre. „ Ils remontroient, combien il étoit dangereux pour l'*Angleterre*, de laisser „ le Royaume d'*Espagne* entre les mains de
- P.22. „ *Philippe*; Que tant que ces Etats seroient entre les mains d'un Prince de la Maison de „ *Bourbon*, nous ne pouvions avoir aucune „ sûreté pour notre Commerce, ni aucune „ espérance de conserver l'équilibre de l'Europe; Que le *Grand-Père* seroit Roi de „ fait, pendant que son *Petit-Fils* n'en auroit que le titre, & par là auroit une belle „ occasion de conduire à un heureuse fin ses „ projets de la Monarchie Universelle. On pouroit donner plus de jour & plus d'étendue aux raisons que nous avions de faire la Guerre; mais je me contente de celles que je viens d'alléguer, & que j'ai copiées mot à mot dans l'Auteur que je réfute. La conservation de notre Commerce, de notre Gouvernement, & de l'équilibre de l'Europe, qui étoient menacés d'un péril si évident, en cas qu'on laissât la *Monarchie d'Espagne* dans la *Maison de Bourbon*, c'étoient là des choses d'une assez haute importance pour le salut de la Nation; Et, pour reprendre encore les paroles de l'Auteur, *il n'y a qu'une nécessité extrême qui puisse forcer un Etat à souffrir tranquillement une Usurpation*, qui, selon toutes les apparences humaines, devoit en peu d'années être la cause
- c'est

& le moyen de notre destruction. Or que nous ne fussions pas réduits à cette terrible *nécessité*, c'est ce que, graces au Ciel, l'événement nous a suffisamment montré.

La question, si nous devions rentrer en Guerre ou non, demandoit une grande discussion, & l'attention la plus sérieuse pour la mettre dans son véritable jour, & en état d'être décidée; & on pouvoit dire bien des choses de part & d'autre. On avoüoit des deux côtez le danger qu'il y avoit à laisser paisiblement la *France* en possession de la Monarchie d'*Espagne*; & la question étoit uniquement de savoir s'il étoit possible de prévenir par une Guerre le péril qui nous menaçoit. Ceux qui étoient contre la Guerre, disoient que de deux maux il faut toujours choisir le moindre; qu'en nous tenant en repos le danger demeureroit toujours à quelque distance de nous; & qu'en l'éloignant nous avions lieu d'espérer que quelque heureuse vicissitude pourroit changer la face des affaires.

A ces raisons, & à ces craintes plausibles, se mêla aussi, comme il n'arrive que trop souvent dans les pais libres, un esprit de Parti & des motifs de passion. Le Ministère *Torie*, que le Roi avoit mis depuis peu dans les affaires, voyoit bien qu'il n'étoit pas fort bien ancré, & que Sa Majesté ne lui donnoit pas toute sa confiance. Par conséquent, ils appréhendoient qu'il ne les quitât bien-tôt (comme en effet il commença de le faire avant sa mort) & qu'ainsi l'administration des affaires ne retournât entre les mains de ces gens, contre les mains de ces gens, contre lesquels ils avoient une aversion mortelle. C'étoit à eux seuls qu'on imputoit

tous les inconveniens, qui dans la vérité avoient leur force dans la mauvaise humeur des Parlemens, dans leur lenteur à fournir les Subsidés, & dans l'insuffisance des fonds; c'étoit-là ce qui avoit fait hauffer si prodigieusement les intérêts & les *discomptes*. Pendant que le Crédit étoit en si mauvais état au dedans, il n'étoit pas possible que les choses allassent bien au dehors. On craignoit aussi que le peu d'union qu'il y avoit entre le Roi & le Parlement ne continuât, & que par conséquent le Crédit public ne fut sur un aussi mauvais pied, & la Guerre aussi mal menée qu'elle l'avoit été ci-devant, malgré tout ce que le Ministère pourroit faire. Tout cela fut cause que des Personnes de ce Parti qui avoient beaucoup de sagesse & de probité, conçurent des craintes excessives des suites d'une nouvelle Guerre, dans laquelle il étoit impossible d'avoir aucun succès, à moins que d'être sûrs au dedans d'un crédit & d'une union dont nous avons peu de lieu de nous flater. Outre cela, le mauvais état de la santé du Roi ne lui permettoit pas de commander l'Armée de *Flandres*. On ne connoissoit encore alors Personne qui pût remplir la place d'un si grand Général, moins encore qui pût s'acquérir l'autorité & le crédit qu'il avoit sur les *Etats* & sur l'Armée des *Alliez*. On craignoit que sa mort dont on étoit menacé, ne jettât dans ces commencemens toutes les affaires dans une terrible confusion, & ne fît croûler une Ligue, dont sa réputation & la confiance qu'on avoit en lui étoient le principal ciment.

Ce furent là les considérations qui porterent  
le

le Ministère *Torie* & ses amis à croire, qu'à tout prendre la Guerre n'étoit pas conseillable. Mais les autres étoient d'un autre sentiment. Ils avoient meilleure opinion du Roi & de ses Ministres, & ils esperoient qu'on pourroit mieux ménager les affaires qu'elles ne l'avoient été jusqu'alors. Ils se flatoient que la grandeur du péril feroit, si non cesser, du moins suspendre nos animositez; que nous nous unirions au dedans; & que le Peuple se joindroit de bon cœur avec le Roi, & par de subsides effectifs, le mettroit en état de pousser cette Guerre avec vigueur \*. Alors le Crédit se feroit rétabli, & les affaires auroient été sur un bon pied, quelque Parti que le Roi, eût choisi pour le mettre dans le Ministère. Effectivement, dans le nouveau Parlement, qui fût convoqué alors, pour donner à Sa Majesté les sentimens présens de son Peuple sur un sujet si important, & sur des événemens si récents, quoi que les accusations qui l'occupèrent d'abord ne marquassent pas de changement dans les sentimens pour la personne du Roi, vers la fin de la Session cette Assemblée lui conseilla de faire tous les Traitez qu'il jugeroit nécessaires, & l'assura qu'elle l'assisteroit pour les exécuter.

C 2

Mais

\* Il y avoit tout lieu de l'espérer, puisque les Peuples de la Grande-Bretagne étoient si irrités de la Reconnoissance du P. P. de Galles pour Roi de la Grande-Bretagne, que plusieurs Communautéz donnèrent des instructions par écrit à leurs Députez, qui portoient, *Qu'ils ne se laissent point amuser par des Offres d'aucun Traité avec le Roi de France, avant qu'il eût donné une entière satisfaction à la Maison d'Autriche pour ses prétentions à la Couronne d'Espagne, & à la Grande-Bretagne pour l'assent qu'il avoit fait au Roi & à son Peuple,*

Mais ce qui a encore plus de poids que tout cela dans cette question, c'est le sentiment du Roi lui même. Il connoissoit l'état de l'*Europe* mieux que tous ses Ministres ensemble; & il ne peut y avoir de meilleur juge des intérêts de l'*Empire* & de la *Maison d'Autriche*, du pouvoir de la *France*, & du danger imminent dont l'usurpation de la Monarchie d'*Espagne* menaçoit l'*Angleterre* & la *Hollande*. Il fit tous ses efforts pour faire sentir à la Nation la nécessité qu'il y avoit de faire la Guerre, comme étant l'unique moyen de prévenir notre ruine & celle de la *Hollande*. Au reste, que le Roi fût fort sincère quand il parloit de cette manière, & qu'il ne prît ce parti qu'en quelque façon par force, le Traité de Partage en est une preuve; puisque cette démarche avoit fait voir bien évidemment qu'il ne cherchoit pas à recommencer une nouvelle Guerre, mais qu'au contraire il embrassoit tous les moyens possibles d'éviter. L'embaras des affaires, pleines de difficultez, qui l'occupoient, les animositez & les divisions qui regnoient entre ses Sujets, la manière dont quelques-uns de ses Parlemens en avoient usé avec lui, & l'état de sa santé, lui faisoient, si j'ose le dire, perdre courage: son cœur n'étoit plus porté à la Guerre; & il ne songeoit qu'à se procurer du repos, à quelque prix que ce fût, pour le reste de ses jours. C'est ce qu'on lui procha sans aucun ménagement, lorsque ceux qui se déclarerent avec tant de véhémence contre le *Traité de Partage*, firent rettenir le public de ces plaintes, *Que le Roi sacrifioit les intérêts de la Nation à ses commoditez particulières, & qu'il ne se soucioit guère*  
de

de ce qui arriveroit du reste de l'Europe, pourvu qu'il fût en repos & à son aise. Si donc un Prince qui aimoit tant ses aises, & qui étoit si las de la Guerre, mais qui voyoit les choses de près, a cru qu'on ne pouvoit éviter une rupture, lorsque la France rompit le *Traité de Partage*, son opinion doit avoir plus de poids, auprès des personnes équitables, que tout ce que nos Écrivains modernes & leurs amis peuvent nous en dire dans une distance si éloignée.

Il me semble que de disputer la nécessité de la Guerre présente, c'est la même chose que de disputer la nécessité de la Révolution; l'un & l'autre vont d'ordinaire ensemble. Ceux qui ont vû dans ces tems-là les choses de près, sont les meilleurs Juges que nous puissions avoir là-dessus; ils ont tout connu par leurs propres yeux, & ils les ont jugées l'une & l'autre nécessaires. Mais aujourd'hui que l'éloignement du péril nous en a fait oublier la grandeur, nous nous laissons dire, & presque persuader le contraire, par des personnes qui ont leurs vûes & leurs desseins, & qui prenant avantage de notre défaut de connoissance & de mémoire, nous en imposent par de faux raisonnemens. Ils nous déguisent des faits dont la plupart des Lecteurs ne sont plus en état de juger, après que dix & vingt années leur ont fait oublier plusieurs circonstances importantes. Plusieurs ne forment leur jugement que sur celles dont il plaît à ces Auteurs de faire mention; lesquelles sont tirées & choisies comme il leur plaît, & que l'esprit de Parti sçait nous présenter avec des déguisemens ou des changemens propres à les faire servir à son but. Mais

ceux qui ont de la probité & de la droiture, ne laisseront pas de se tenir un peu sur leurs gardes. Il ne sera pas si aisé de leur tourner l'esprit comme on voudra, & de leur faire recevoir les absurditez qu'on débite, quoi qu'ils ne se souviennent pas fort distinctement de tout ce qui a raport au sujet dont il s'agit, & qu'ils n'ayent pas présent à la mémoire tout ce qui s'est passé depuis plusieurs années. Tout homme qui s'est une fois persuadé, par de bonnes raisons, de la nécessité de cette Guerre, a autant de droit de demeurer ferme dans son opinion, quoi qu'il ne puisse pas se rapeller toutes les raisons qu'il a eues de se la former, qu'un Mathématicien en a de soutenir la vérité d'une Proposition de Géométrie, quoiqu'il ait oublié quelque partie de la démonstration. Quand on a scû une fois se démontrer à soi-même une chose, on a beau oublier la manière de la démontrer aux autres, elle demeure toujours certaine, & on se moqueroit avec raison de celui qui voudroit nous en faire douter, quelque spécieux que fussent ses Argumens. Comment peut-on donc avoir le front aujourd'hui de prétendre prouver à des *Anglois*, qu'il n'y avoit rien qui nous obligeât à entrer dans la Guerre présente, pendant que nous avons des preuves au-dessus de toute exception du contraire, & que les sentimens de toute la Nation ont été si uniformes & si fermes pendant plusieurs années sur cet Article?

Notre Auteur avouë, à la vérité, que les *Hollandois* se trouvoient dans une situation fort dangereuse, comme ils le disent eux-mêmes dans leur Déclaration de Guerre. *Mais*, dit-il,

*dans*

dans le fonds le péril ne regardoit qu'eux seuls ; du moins ils y étoient plus immédiatement intéressés qu'aucune autre Puissance ; Ils étoient les plus exposez au feu , comme en étant les plus proches. Mais quoi ? parce qu'ils en étoient un peu plus près que nous , n'en étions nous pas nous-mêmes assez voisins pour craindre l'embrasement ? Si on se rapelle l'état des affaires en ce tems-là , on avouera qu'on ne pouvoit penser à notre situation sans trembler , tant le péril paroïssoit extrême. Et ce qu'il y a de remarquable , c'est que vrai-semblablement , rien ne contribua plus à sauver la *Hollande* que l'éloignement où l'*Angleterre* paroïssoit être de recommencer la Guerre.

La *France* espérant que nous pourrions nous tenir en repos , si Elle ne pressoit pas les *Hollandois* de trop près , & ne voulant pas nous exciter ; cette considération détourna l'orage qui les menaçoit , & leur donna le tems de faire des Alliances , & de pourvoir à leur défense \*. Cependant la vûë d'un péril si prochain fit assez d'effet sur nous pour nous persuader qu'une

neu-

\* Ces précautions que les *Etats Généraux* furent obligés de prendre , pendant que l'*Angleterre* n'armoit pas encore pour leur défense , commencèrent dès le mois de Février 1701. Ce fut alors qu'ils firent toutes les nouvelles levées pour augmenter leurs Troupes Nationales , & qu'ils prirent à leur service un bon nombre de Corps étrangers. Par conséquent la Guerre , ou du moins les fraix de la Guerre , commencerent à leur égard un an plutôt que pour l'*Angleterre*. L'Auteur qui vient de faire valoir cette réflexion pour excuser les reproches qu'on fait à la Maison d'Autriche , auroit pû s'en servir pour repousser ceux qu'on fait avec infiniment moins de vraisemblance à la République. Peut-être cela viendra-t-il dans la suite , & comme par surabondance de droit , après qu'il aura épuisé les demonstrations par lesquelles on peut

neutralité n'étoit nullement notre affaire, mais qu'il falloit songer à nous réveiller pendant qu'il en étoit encore tems, & avant que cette *Puissance exorbitante* eut pris son tems pour détruire ceux qu'elle menaçoit ; puisque dès qu'ils seroient ruinez, notre tour viendrait immédiatement après. Or certainement c'est être assez proche du danger que d'y être exposé le second : Et on ne nous persuadera pas que nous n'eussions pas plus de raison de nous intéresser dans la Guerre comme *Parties principales* que le Roi de *Prusse*, le Duc de *Savoie*, ou quelque autre Prince de l'Europe, à moins qu'on ne veuille dire que la conservation d'un Etat, tel que la *Grande-Bretagne*, n'est pas d'une plus grande importance que celle d'autres Etats moins à portée de l'Ennemi, & moins capables de tenter son avidité. Ne ferons nous pas plus touchés de l'accroissement de cette *Puissance exorbitante* qui menace notre Liberté & notre Commerce, que les Peuples, qui n'ayant ni Commerce ni Liberté ne peuvent pas beaucoup craindre un changement de Maître ? La conservation de l'*Angleterre* n'est-elle pas d'une grande conséquence à la *Religion Protestante* dont elle est un des principaux appuis ? Et pouvons-nous, à envisager les choses de ce côté-là, demeurer dans l'indifférence sur ce que nous avons à craindre du Roi de *France* ;  
parce

peut fermer la bouche à tous ceux à qui il reste quelque ombre d'équité, & qui seroient seulement affligés, & si tous leurs Alliez ne contribuoient pas d'aussi bon cœur qu'eux aux efforts qu'on doit faire pour réprimer une avidité qui ne peut être retenue que par le défaut de puissance. Pour ceux qui sont animés par d'autres motifs, ce n'est pas à eux qu'on doit adresser des raisonnemens.

parce que ceux qui sont de même Religion que lui n'en appréhendent rien ?

Mais supposons que l'Usurpation de la *Monarchie d'Espagne* expose tous les autres Princes & Etats nos Alliez aux mêmes périls que nous de la part de la France ; que ferons-nous, s'il se trouve que leur foiblesse, ou leur indolence, ou les intelligences & les factions que l'Ennemi entretient parmi eux, leur ôtent ou le pouvoir ou la volonté de s'aider eux-mêmes ? Deviendrons-nous par cette raison insensibles à nos propres malheurs, & ne ferons-nous aucun effort pour les prévenir ? Par le raisonnement de cet Ecrivain, il faut conclure que la *Prusse*, la *Savoie*, le *Portugal*, & d'autres Etats encore moins Puissans doivent contribuer dans cette Guerre autant que la *Grande-Bretagne*, parce qu'ils y sont aussi intéressés que nous ; & si quelques-uns le sont davantage ils doivent contribuer davantage à proportion. Voici ses paroles qui ne font aucune distinction des forces ; *Ceux qui sont le plus exposez à souffrir doivent porter le faix le plus considérable.* Il fortifie ensuite son raisonnement par cette comparaison si propre au sujet ; *si le feu prend à une Maison, il est sûr que celui à qui elle appartient sera brûlé le premier, au lieu qu'il n'est pas impossible que ses plus proches voisins n'évitent l'embrasement ; le Ciel peut par un orage subit éteindre le feu qui les menace.* Bon Dieu ! Sont-ce là ces raisonnemens si solides qu'on nous promettoit ? Ce seroit une plaisante chose, si lorsque le feu est à une Maison, on attendoit à y apporter de secours, jusqu'à ce que tout le voisinage eut réglé exactement combien de seaux d'eau chacun

chacun doit contribuer à proportion de la proximité où il est. Il faudroit, dans la supposition de notre Auteur, que dans un règlement si extravagant on n'eut point d'égard aux facultez de chacun; & que, par exemple, si le feu prend à la Maison d'un pauvre homme, qui ait pour voisins des Grands Seigneurs & des personnes riches, ceux-ci ne fournissent aucun secours, jusqu'à ce que le pauvre ait fourni sa Quote-part, à proportion du péril qu'il court; & les autres voisins de même. Dans cette supposition tout un quartier seroit bien-tôt en cendre. Or si ce que je viens de dire est absurde, qu'on juge sur ce pied-là du raisonnement de l'Auteur sur ce que chacun de nos Alliez devoit contribuer pour la Guerre. Je ne fais que pousser sa comparaison, & je ne vois aucune différence dans les deux cas. Et si un homme qui n'a d'espérance qu'en un miracle du Ciel pour sauver sa Maison, seroit traité d'extravagant, s'il ne travailloit pas à éteindre le feu; que diroit-on de nous, si nous ne faisons pas tous nos efforts pour éloigner des dangers, dont nous ne pouvons être sauvez que par un miracle aussi étonnant que cet *Orage subit* dont on nous parle?

Selon notre Auteur, parce que le péril menaçoit de plus près la *Hollande*, nous ne devons agir uniquement qu'en qualité d'*Auxiliaires*. Voici un Argument si singulier, que s'il est concluant, il détruit toute sorte d'Alliances. Si l'*Angleterre* ne devoit pas entrer dans la Grande-Alliance, parce que la *Hollande* étoit plus exposée qu'elle, il n'y a point de Puissance en *Europe* qui ne pût dire la même chose; car jamais le péril & les forces de deux Etats ne

peu-

- peuvent être parfaitement égaux : Et par conséquent, il sera toujours impossible de trouver une occasion où tous les Intéressés doivent agir comme *Parties principales*. Cependant on nous avouë que dans la Guerre précédente, l'*Empire*, l'*Angleterre*, & la *Hollande* y étoient comme *Parties principales*, & on ne trouve pas qu'aucun d'eux ait mal fait d'y entrer en cette qualité.

Je remarque qu'il y a un an, le Parti n'avoit pas encore bien fixé son stile, & n'étoit pas encore bien sûr de la signification des mots. Car dans la *Lettre à l'Examineur*, *Partie principale* est opposé à *Confédéré*, & signifie *s'engager plus avant qu'aucun des Alliez dans les fraix de la Guerre* : Mais on ne trouvoit pas encore alors que nous eussions mal fait d'entrer dans la Grande-Alliance ; au contraire, on nous en louë. Mais aujourd'hui dans le stile du Livret que j'examine, *Partie principale* est pris dans un sens nouveau, & est opposé à *Auxiliaire* : Et l'Auteur déclare que nous ne devions point du tout entrer dans la Grande-Alliance ; mais que nous aurions dû nous contenter de donner aux *Hollandois* un secours de dix mille hommes, conformément à notre ancien Traité avec eux. Cette manière d'agir, ajoûte-t-il, auroit rempli tous les devoirs de la prudence & de la générosité, & les Etats n'en demandoient pas davantage. Il est vrai qu'ils n'en demanderent pas davantage, parce que nous n'avions alors aucun Traité avec eux qui nous obligéât à leur donner de plus puissans secours. Mais en bonne foi, où est la générosité de fournir un secours si modique, & auquel nous nous étions obli-

gez par un Traité ? Et où auroit été aussi la *prudence* de se contenter d'assister un Allié d'une manière si foible que notre assistance lui devenoit inutile ?

Notre Auteur, qui est, aussi bien que ses Amis, si parfaitement instruit des affaires étrangères, *ne fait nul doute que ce secours n'eût été suffisant pour mettre les Hollandois en état de*  
P.27. *défendre leur Frontière.* Ou du moins, si cela ne suffisoit pas, *il ne fait encore nul doute que les Espagnols n'eussent eu soin d'empêcher que les François ne se rendissent maîtres de la Flandres.* Et moi, à mon tour, *je ne fais nul doute qu'il ne soit lui-même convaincu, aussi-bien que moi, que voilà les deux plus insignes impertinences qu'on puisse dire sur ce sujet.* Première impertinence ; C'est de dire que les *Espagnols* auroient bien empêché les *François* de se rendre les Maîtres du *Pais-Bas*, dans le tems que Monsieur l'*Electeur de Bavière*, dès lors d'intelligence avec eux, les avoit en une belle nuit mis en possession de toutes les Places fortes. La première fois que cet Ecrivain reprendra la plume, je le prie de nous expliquer comment il conçoit qu'on auroit pû les en chasser. Seconde impertinence, non moins absurde que la première, c'est de dire que la *Hollande*, qui la Guerre passée ne pouvoit pas garder sa *Barrière*, lorsqu'elle étoit unie avec l'*Angleterre* & l'*Espagne*, auroit pû se défendre elle-même après avoir perdu cette *Barrière*, & ayant à faire à la *France* & à l'*Espagne* jointes ensemble, sans autre secours de la part de l'*Angleterre* que de dix mille hommes. Cependant, comme si ces deux ridicules propositions étoient aussi clai-

claires que les premiers principes, & n'avoient besoin d'autre preuve que d'un, je ne fais nul doute, on en infère gravement, & avec la dernière confiance, Qu'il n'y avoit aucune sorte de P.27. nécessité pour nous de nous engager davantage, quand même nous aurions été dans une meilleure situation. Mais, ajoûte-t-on, nos Politiques avoient d'autres vûes; Et il falut faire une Grande-Alliance entre l'Empereur, l'Angleterre, & les Etats-Généraux, &c.

Tant mieux pour nous; c'est notre bonheur, que nos Politiques d'alors n'ayent pas été de la même trempe que ceux qui nous gouvernent aujourd'hui; puisqu'on sût se démontrer évidemment alors que nous étions dans la nécessité absolue de faire la Guerre, & que rien ne nous auroit été plus funeste, que de regarder tranquillement la France s'affujettir le reste du monde. On n'auroit pû lui rendre un service plus signalé que d'embrasser alors cette opinion insensée d'agir comme *Auxiliaires*; car elle auroit employé toutes ses Troupes comme *Auxiliaires* du Duc d'Anjou: Et par ce moyen, l'Empereur & les Provinces-Unies auroient bien-tôt été hors d'haleine, & obligez de nous montrer le chemin de la soumission & de la sujétion à la France.

Effectivement si nous n'avions pas pris le parti de la Guerre, ces deux Puissances ne pouvoient plus soutenir qu'une Campagne: & ensuite qu'en seroit-il arrivé? Les aurions-nous laissé accabler? ou aurions-nous jugé à propos de les secourir? Certainement, si nous croyons qu'il eut été de notre intérêt de prendre ce dernier parti, il étoit bien plus naturel  
&

& plus à propos de les aider, dans le tems que notre secours pouvoit leur être de quelque utilité, que non pas d'attendre qu'ils eussent fait les derniers efforts, & épuisé toutes leurs forces sans succès & sans ressource, contre une Puissance qui leur étoit si supérieure. Car l'Auteur vient de nous dire que cet équilibre qui étoit déjà, de son propre aveu, si fort à notre desavantage, étoit changé depuis la dernière Guerre de plus de cent mille hommes à l'avantage de la France. Et ici, voici ce même homme qui nous dit, & qui voudroit nous faire croire, que l'Empereur & la Hollande auroient été capables de résister à la France. En vérité il faut être terriblement passionné pour les contradictions pour pouvoir dire deux pareilles choses si proches l'un de l'autre.

Voici donc le fait. Il est évident que la France avoit une si prodigieuse supériorité alors, que si l'Angleterre n'avoit pas voulu prendre parti dans la Guerre, ç'en étoit fait de la liberté de l'Europe, quelque chose que les deux autres Puissances eussent pû faire. Si elles avoient hasardé de faire la Guerre, la disproportion entre elles & leur Ennemi étoit si grande, que la Guerre ne pouvoit aboutir qu'à leur ruine. Si, par la crainte d'une mauvaise Guerre, ils avoient laissé la France dans la paisible possession de ses Usurpations, il falloit se résoudre en même tems à subir toutes les Loix qu'elle auroit voulu leur imposer. Rien ne pouvoit empêcher cela, qu'une vigoureuse union de tous les Alliez. Et si on devoit former cette union en quelque tems, c'étoit dès le commencement, & avant que d'avoir donné à  
l'En-

l'Ennemi le tems de prendre des mesures pour s'assurer la possession de ses Usurpations. C'étoit le seul parti qu'il y eut à prendre pour rendre à l'Europe sa vie à sa Liberté prêtes à expirer : & l'Angleterre avoit un intérêt particulier à entrer dans cette union ; puisqu'il n'y avoit pas d'autre voye d'assurer sa Religion, son Commerce, son Gouvernement, &, ce qui seul fait la sûreté de tout le reste, la Succession Protestante.

Cette démarche est si éloignée d'avoir été faite avec trop de précipitation de la part de l'Angleterre, qu'il semble même qu'on l'ait trop différée. Le Roi d'Espagne étant mort le 1. de Novembre 1700. on cassa le Parlement qui étoit prêt à s'assembler. ( Par quels avis cela se fit, que notre Auteur nous le dise : Qu'il nous instruisse aussi comment le Roi se trouva par-là hors d'état de donner à l'Electeur de Bavière aucun secours, ni aucune assurance pour l'avenir ; ce qui déterminna ce dernier à se jeter du côté de la France, & à lui livrer les Pais-Bas Espagnols. Le nouveau Parlement qu'on avoit convoqué, ne s'assembla qu'au mois de Février, environ huit jours après que les François furent entrez dans les Places de Flandres ; & ce ne fut qu'à la fin de la Session qu'il conseilla au Roi de faire les Alliances qu'il jugeroit nécessaires. A la fin de cette même année, on assembla un autre Parlement, qui aprouva & confirma l'avis que le précédent avoit donné : & cependant, la Guerre ne fut déclarée que le 15. de Mai 1702. \*, environ deux mois après la

\* Dès ce tems-là, le Siège de Keyserfewert étoit déjà actuellement formé, & les Troupes des Etats Généraux actuellement en action contre celles qui avoient pris possession

la mort du *Roi*. Peut-on dire que ce soit là agir avec trop de promptitude & de précipitation? Délibéra-t-on jamais si long-tems dans une circonstance si périlleuse? Que pouvoit-on ajoûter au péril qui nous menaçoit, sinon que l'*Empereur* eut été battu en *Italie*, & que la *Hollande* fut devenue une Province de la *France*? C'est ce que tout le monde avouë que le *Roi de France* étoit en état de faire; & s'il ne l'exécuta pas, on peut dire que ce fut en lui l'effet d'un aveuglement qu'on peut regarder comme surnaturel. Mais s'il avoit fait ce qu'il étoit en pouvoir de faire, que seroit-il arrivé de nos sages, mures, mais trop lentes délibérations? Qu'y a-t-il après cela de plus clair que la fausseté de ce que l'Auteur que je réfute a

P.22. l'audace de nous dire : *Que sans chercher ni offrir aucun autre remède, sans prendre le tems nécessaire pour envisager les suites d'une telle démarche, & sans réfléchir sur notre situation, nous nous sommes précipitamment engagés dans une Guerre qui nous a coûté soixante Millions sterling.*

Mais passons à d'autres considérations. Après nous avoir dit que nous sommes entrez en Guerre contre toutes les règles de la prudence & du sens-commun, notre Auteur entreprend de prouver que l'*Angleterre* n'est point obligée de la continuer jusqu'à ce qu'on ait rempli toutes les vûes pour lesquelles on l'a commencée; ou plutôt, que la Restitution de l'*Espagne* n'entre point dans le but qu'on s'est proposé.

P.25. *La Déclaration de Guerre de la Reine, dit-il, ne met point la Succession du Duc d'Anjou à cette Monar-*

*session de l'Electorat de Cologne & du Païs de Liege sous le nom de Troupes du Cercle de Bourgogne.*

*Monarchie* \*, entre les raisons qui portent Sa Majesté à faire cette démarche. Un peu auparavant, on nous avoit donné un extrait de cette Déclaration. Comme le dessein capital de ce Livret est de porter la Nation à consentir à une mauvaise Paix contre le sentiment de nos *Alliez*; l'Auteur qui a bien connu que les sentimens d'honneur & d'équité par lesquels nos Parlemens se sont toujours gouvernez, lorsque la dignité de la Couronne & la gloire de la Nation sont intéressées, étoient un violent obstacle à ses pernicioeux desseins, a travaillé ce second Article avec un soin extrême: &, pour éloigner tous les scrupules que les honnêtes gens pouroient concevoir, il se donne toutes les peines & toutes les tortures imaginables pour déguiser & détourner le sens & l'intention des Traitez où nous sommes engagez.

Tout le plan de cet Ouvrage ne tend qu'à une mauvaise Paix: c'est là le centre où aboutissent tous les raisonnemens; & c'est où on voudroit nous conduire. On pose, I. Que nous avons très-mal fait d'entrer dans la *Grande-Alliance*. II. Que les termes de ce Traité ne nous obligent point d'insister sur la *Restitution de l'Espagne*. III. On fait de tous nos *Alliez* autant de misérables; & on conclud, que quand même

D

on

\* Cette façon de parler est bien différente de celles dont les *Anglois* se sont servis jusqu'à présent. La possession où le Duc d'*Anjou* se trouve de la *Monarchie d'Espagne*, a toujours été nommée, par la Reine, par les Parlemens, par tous les Ecrivains, *Usurpation*, & voici peut-être la première fois que l'on a glissé le mot de *Succession*. Seroit-ce une inadvertence pareille à celle que l'Auteur avoit commise dans sa première Edition, en parlant du changement de la *Succession Britannique*, & qu'il a corrigée dans les suivantes? Voyez pag. 48.

on auroit stipulé cette *Restitution*, puisqu'ils n'ont pas fait de leur côté ce qu'ils devoient, nous ne sommes plus engagez à les soutenir dans cette prétention. N'est-ce pas là un beau plan, & un généreux projet? Poura-t-on désormais faire aucun scrupule de consentir à une Paix particulière sans l'*Espagne* & les *Indes*? Doit-on faire la moindre difficulté d'abandonner de tels *Alliez*? Pouvons-nous croire que nous soyons engagez à une chose qui n'est pas expressement stipulée dans les *Traitez* que nous avons avec eux? Et quand le cas seroit douteux, comment pouvons-nous avoir la scrupuleuse délicatesse de ne vouloir pas nous départir d'une Alliance dans laquelle nous ne devons jamais entrer?

Voilà donc le plan qu'on s'est forgé pour rompre la *Grande-Alliance*. J'oserois bien, avec ces mêmes Argumens, entreprendre de renverser la *Révolution*, & de montrer, qu'avec très-peu de changemens, ils peuvent aussi-bien servir à ce dessein qu'à celui pour lequel on les employe. Je ne doute pas même qu'on ne les y fasse servir dans peu de tems; notre Auteur faisant connoître assez clairement que c'est là sa pensée, & qu'il n'attend pour la mettre au jour, que d'avoir mis ses Amis en état d'emporter ce préliminaire essentiel, sçavoir une mauvaise Paix. Car autrement, que peut signifier ce qu'il insinuë d'une manière si scandaleuse, *Que ceux en qui réside le pouvoir législatif pourront avoir occasion de changer l'ordre de la Succession si la nécessité de la Nation le requiert* \*.

Jus-

\* Cette période a été changée dans les dernières Editions,

Jusqu'à ce qu'il nous ait expliqué quelle sorte de *nécessité* il peut y avoir, & ce qu'il entend par là, je le supplie de me permettre de lui dire, qu'il ne peut jamais y avoir une telle *nécessité*, excepté celle que ses bons amis pourront faire naître, & dans laquelle ils se mettroient eux-mêmes, en faisant une mauvaise Paix. A moins d'une telle *nécessité*, je ne conçois pas que ceux qui ont le droit de faire des Loix ayent le pouvoir de changer la *Succession établie dans la Maison de Hanover*. Cet établissement est devenu par l'Union des deux Royaumes un Article fondamental de notre Constitution ; & ceux qui sont choisis pour représenter la Nation en Parlement sont obligés & à le défendre & à le conserver, mais ils n'ont pas l'autorité de le détruire. Mais j'aurai occasion d'en parler plus amplement, lorsque j'examinerai le *Traité de la Barrière*, qui porte la *Garantie* de cette *Succession*, & contre lequel, par cette raison principalement, si je ne me trompe, notre Auteur marque tant d'irritation, & fait tant d'objections, desquelles je m'engage à faire voir l'absurdité, le venin & la fausseté.

Je reviens à mon Sujet. Des trois points fondamentaux sur lesquels nous avons vu qu'est

D 2

bâti

tions. Mais l'Auteur, dans une note qu'il a mise à la fin de son Ecrit, dit qu'il ne l'a fait que pour prévenir les chicanes ou *cavillations* qu'on pourroit faire, & ne paroît nullement porté à reconnoître qu'on avoit eu raison de s'en scandaliser. Il semble qu'en la corrigeant, il fasse une œuvre de surrogation. Il avouë pourtant dans un petit Ecrit de sa façon, qui paroît depuis, que *Mylord Chef de Justice* a déclaré, que celui qui avoit avancé une telle Proposition pouvoit être poursuivi comme coupable de *Haute-Trahison*. Si cela est, comme on n'en peut douter, il faut avouër qu'il est bien-heureux, de s'être tiré d'affaire par une si simple & si légère retractation.

bâti tout le noble système de notre Ecrivain, je crois en avoir assez bien renversé le premier, & fait voir suffisamment que l'*Angleterre* n'a eu aucun tort d'entrer dans la *Grande-Alliance*, & qu'au contraire, cette démarche étoit très-prudente & absolument nécessaire. Je viens présentement aux preuves qu'il avance pour établir son second Point, dans lesquelles j'espère de faire voir qu'il n'y a pas plus de solidité & de droiture que dans les précédentes.

Mais qu'on me permette auparavant de remarquer, que quand même notre Auteur auroit bien prouvé ses trois points, cela ne concluroit encore rien en faveur de la Proposition qu'il veut établir. Car quand il seroit vrai que nos Traitez ne nous obligent pas à insister sur la Restitution de l'*Espagne* & des *Indes*, & que nos *Alliez* n'ont pas mérité que nous fassions cet effort en leur faveur ; manquerons-nous à ce que nous nous devons à nous-mêmes, parce que nous ne croyons pas devoir de la fidélité aux autres ? Consentirons-nous à la Paix sans l'*Espagne* & les *Indes*, desquelles la Restitution est d'une si grande conséquence pour nos intérêts, parce que la *Maison d'Autriche* n'a pas fait tout ce que nous attendions d'elle, quoi qu'elle ait peut-être fait tout ce qui étoit en son pouvoir ? N'insisterons-nous point pour faire avoir une bonne *Barrière* aux *Hollandois* ; ou plutôt les obligerions-nous à se dessaisir de celle dont ils sont en possession, parce que nous avons parmi nous certaines personnes qui ne les aiment pas ? Et parce qu'on se donne tous les soins imaginables pour nous chagriner contre les meilleurs *Alliez* que nous  
ayons

ayons jamais eu, & que nous puissions jamais avoir : Lesquels, bien loin de nous manquer de fidélité, se sont surpassez pendant cette Guerre, & ont montré les égards les plus généreux pour les intérêts de l'*Angleterre*? Quand même, dis-je, on passeroit comme véritable tout ce que notre Ecrivain dit d'eux, faut-il que nous nous exposions au péril par le plaisir d'y exposer nos *Alliez*? Négligerons-nous de leur procurer des sûretés suffisantes, parce qu'on veut nous dire qu'ils n'ont pas mérité les soins que nous nous sommes donnez jusques à présent pour cela? Nous exposerons-nous nous-mêmes aux conséquences d'une Paix qui ne convient nullement à notre sûreté? &, par complaisance pour l'ancien & perpetuel Ennemi juré de notre Religion & de notre Patrie, sacrifierons-nous, & nous, & nos *Alliez*, en nous relâchant sur les conditions essentielles, qui seules peuvent nous donner une Paix sûre & durable? Si, comme il est très-certain, tout cela ne suit point des propositions de notre Auteur, tous les raisonnemens qu'il s'efforce de faire valoir ne prouvent rien quant au but capital qu'il se propose; Puisque, quand même notre honneur ne nous engageroit à rien, le motif de notre intérêt subsiste toujours, & que la sûreté de l'*Angleterre* & celle de la *Hollande* sont liées d'une manière si étroite & si indissoluble, que l'une ne peut long-tems se soutenir sans l'autre.

Après avoir ainsi fait voir en peu de mots un des deffauts de cet Argument, qui consiste en ce que la *Conclusion* est beaucoup plus étendue que les *Prémises*: Je m'en vais montrer qu'il

est faux dans toutes ses parties, & que l'*Angleterre* est obligée par ses Traitez à insister sur la Restitution de la *Monarchie d'Espagne*, mais particulièrement sur celle de l'*Espagne* & des *Indes*. Pour s'en convaincre, il ne faut que consulter les Traitez mêmes, & en peser les expressions. Cela est si clair à l'égard de ceux de *Savoye* & *Portugal*, qu'il n'y a pas le moindre prétexte de la nier : Et je voudrois bien savoir pourquoi les Articles de ces Traitez ne sont pas aussi obligatoires que ceux de la *Grande-Alliance*. Il me paroît pour moi, qu'il y a du moins une raison qui leur doit donner plus de poids ; C'est que lorsqu'on forma la *Grande-Alliance*, les *Alliez* étoient dans la dernière consternation ; Ils ne se trouvoient pas en état de présumer de pourvoir à tous leurs besoins : & l'invasion subite de la *Monarchie d'Espagne* leur faisoit paroître le danger si terrible, que pendant qu'ils étoient comme étourdis de la frayeur dont cette injuste Usurpation les avoit frapés, il n'y avoit point de changement de situation qui ne leur parût supportable. On ne peut donc pas si bien juger de leurs sentimens par ce qu'ils firent alors, que par ce qu'ils firent dans la suite, lorsqu'après avoir fait une bonne Campagne en *Flandres*, ils revinrent à eux-mêmes, & sentirent qu'ils étoient plus en état de faire tête à l'Ennemi, qu'ils ne l'avoient crû lors qu'ils le voyoient sous les murailles de *Nimegue*. Cette considération doit donner plus de force aux Traitez postérieurs, qu'à celui de la *Grande-Alliance*, comme nous faisant beaucoup mieux connoître les véritables intentions des *Alliez*.

Outre cela, il est certain que des Articles généraux doivent être expliquez par ceux qui sont plus particularisez, & non pas ceux-ci par ceux qui ne sont conçûs qu'en termes généraux. Par conséquent, la meilleure manière de connoître ce que les *Alliez* entendoient par \* *procurer à l'Emperêur une satisfaction équitable & raisonnable pour ses prétensions à la Succession d'Espagne*, c'est de voir de quelle manière ils se sont exprimez sur cela dans les Traitez subsequents. Au reste on ne peut avoir aucun prétexte de dire que ces Traitez sont des effets des trames d'une Faction †, puisqu'ils ont été faits dans la seconde année du Règne de Sa Majesté, lorsque toutes les Charges étoient possédées par des personnes parfaitement zélées pour l'Eglise Anglicane ‡, & le Parlement composé de Députés du même Parti. On ne peut donc en aucune manière en affoiblir l'autorité, puisqu'ils furent conclus avant qu'on eut seulement pensé à former cette prétendue Faction, & dans un tems où on ne se plaignoit d'aucunes fausses démarches, & où tout le monde étoit charmé du rétablissement du Crédit, des succès de la Guerre, & de la sage & frugale économie de la Trésorerie. On peut même présumer que

ja-

\* Art. 2. de la Grande-Alliance.

† C'est l'expression dont on s'est servi pag. 84. pour détourner l'obligation où ces Traitez & quelques autres mettent la Grande-Bretagne.

‡ Mr. Harley (à présent Comte d'Oxford) & Mr. le Chevalier Hedges, étoient Secretaires d'Etat, Milord Duc de Buckingham Garde du Seau-Privé, Milord Duc d'Ormond Viceroi d'Irlande, le Chevalier N. Wright Garde du Grand Seau, Mr. Harley le Secrétaire d'Etat étoit aussi Orateur de la Chambre des Communes. Mr. St. John Secrétaire de la Guerre, &c.

jamais Traitez ne furent confiderez plus mûrement, & conclus avec plus de prudence par la Reine, que ceux qu'elle fit avec le Duc de Savoye & le Roi de Portugal, lesquels pourtant, stipulent si expreffément la Restitution de la Monarchie d'Espagne au Roi Charles.

Mais ce qui met cet Article au-deffus de toute exception, & prouve évidemment que la Restitution de la Monarchie d'Espagne, du moins celle de l'Espagne & des Indes, n'est point un nouvel incident imaginé depuis la Grande-Alliance, comme l'Auteur le prétend; c'est le premier Article séparé de la Grande-Alliance de 1689. par lequel l'Angleterre & la Hollande s'engagent, Qu'au cas que le Roi d'Espagne vint à mourir sans Enfans, ils assisteroient de toutes leurs Forces Sa Majesté Impériale ou ses Héritiers, pour se mettre en possession de la Succession d'Espagne, qui appartient légitimement à sa Maison. Dira-t-on qu'une chose à laquelle les Alliez s'engageoient plus de douze ans avant ces derniers Traitez, est un nouvel incident? Nous fera-t-on croire qu'une chose qui est aussi ancienne que la Révolution, est l'ouvrage d'une nouvelle Faction? Prétendra-t-on que la Restitution de la Monarchie d'Espagne n'a jamais été la vûë & l'intention des Alliez, qu'elle n'entré point dans le sens de la Grande-Alliance, & que ce n'est qu'une trame de ceux qui veulent perpétuer la Guerre, parce qu'elle n'est pas exprimée en termes formels, mais seulement par ceux de satisfaction équitable & raisonnable, pendant que nous la voyons articulée si expreffément dans les Traitez que nous avons faits avant & après la seconde-Alliance? N'est-il pas, au contraire, apparent,

rent, que ç'a toujours été là l'intention des *Alliez*, quoi qu'il y ait eu un tems où on n'a pas crû qu'il fut à propos de l'exprimer si distinctement?

Notre Auteur lui-même, peut-il ignorer les raisons qu'on eut alors de ménager les expressions? Ne sçait-il pas que l'*Angleterre* & la *Hollande* avoient été forcez à reconnoître le *Duc d'Anjou*, quoique d'une manière secrète, obscure, & peu capable de l'autoriser? & que la frayeur où on étoit alors, leur faisoit envisager le recouvrement de la *Monarchie d'Espagne* comme impossible, sans les empêcher pourtant de le regarder comme juste & nécessaire pour leur sûreté? Quand on se croit au bord d'un précipice, on est disposé à se contenter de tout ce qui paroît éloigner tant soit peu le peril: & si la *France* s'étoit prévaluë alors de ses avantages, & avoit voulu entendre à quelque accommodement, les *Alliez*, pour prévenir une Guerre qui paroissoit si hazardeuse, auroient aparamment cédé bien des Articles sur lesquels ils avoient droit d'insister, & desquels ils ne devoient point se départir, dès qu'ils se trouveroient dans une situation moins incertaine, & en état de soutenir leurs Droits par les Armes. Ce furent donc les circonstances particulières de cette effrayante conjoncture, & rien autre chose, qui obligerent les *Alliez* à ne s'expliquer qu'en termes généraux; se réservant au reste la faculté de les expliquer dans la suite; comme en effet, ils ont suffisamment montré, tant par les Traitez précédens que par ceux qui ont suivi, quelle étoit leur pensée & leur intention. On voit évidemment, qu'en

qu'en cas qu'il plût à Dieu de bénir leurs Armes, ils régardoient la Restitution de toute la Monarchie d'Espagne comme une chose qu'ils devoient demander, tant à cause des *Droits légitimes de la Maison d'Autriche*, que parce qu'elle étoit nécessaire pour leur propre sûreté.

On voit donc bien que cette Résolution, *de ne point faire de Paix sans l'Espagne*, que notre Auteur dit être *un nouvel incident qu'on a enté sur la première querelle*, est un Article exprès de la *Grande-Alliance*; & c'est là que je croi qu'il faut chercher les fondemens de notre *première querelle*. Ce *nouvel incident* se trouve aussi *enté* dans le 21. Article de l'Alliance entre l'Empereur, l'Angleterre, le Portugal, & la Hollande, & dans le 6. Article du Traité de Sa Majesté avec le Duc de Savoye. Ce *nouvel incident* a aussi été *enté* cinq fois dans les Harangues que la Reine a prononcées de dessus son Trône, ou dans les Réponses qu'elle a fait aux Adresses de son Parlement. On le trouvera *enté* quatre fois dans les Adresses des *Communes*, cinq fois dans celles des *Seigneurs*, & cela successivement par les deux *Partis*. Ce *nouvel incident* fut *enté* dans les Préliminaires réglez entre les Ministres des *Alliez* & ceux de France en 1709. il est *enté* dans la Résolution des Etats Généraux du 27. Juillet 1710. , à laquelle tous les *Alliez* concoururent. Ensorte que si ce *nouvel incident*, que la Reine elle-même dit être le *grand motif de la Guerre*, ou, selon notre Auteur, le *fondement de notre première querelle*, a été *enté*, dans la suite, par les intrigues d'une

84. *Faction*, comme il le remarque ingénieusement; la Reine, les Parlemens, les Alliez, voilà

voilà la *Faction* qui a fait le coup. N'y a-t-il pas dans ce raisonnement un jugement exquis & un grand fonds de modestie ? Et celui qui en est l'Auteur n'est-il pas bien digne du choix qu'on a fait de lui pour écrire en faveur d'une telle Paix ? Je ne dis rien de cette expression si délicate, *un incident enté sur une querelle* \* ; parce que nous devons toujours nous attendre que cet Auteur nous donnera quelque'une de ces heureuses figures, & que nous savons que lui & ses *Maitres* n'épargnent pas le clinquant, lorsqu'ils se mêlent d'écrire sur la Politique. Mais souffrira-t-on que les *Résolutions* des deux Chambres du Parlement, confirmées par la *Reine* soient traitées d'*intrigues d'une Faction* ? Que deviendra notre Gouvernement, si ses réglemens les plus sacrez sont traités d'une manière si insolente ? Que dis-je ? Que deviendra toute la *Nation* elle-même ? Qui est-ce qui voudra à l'avenir entrer en liaison avec nous, & se fier à nous ? Quelle figure fèrons-nous en *Europe*, si dès qu'il arrive des changemens à la Cour, ceux qui acquièrent le crédit & l'autorité osent renverser tout ce qui a été fait par leurs Prédécesseurs ; biffer, annuler les *Résolutions* de Sa Majesté & du Parlement, quoique les deux *Partis*, & ce qu'il y a de singulier, *eux-mêmes* aient concouru à les former ?

De prétendre qu'on puisse renverser l'intention de tous nos Traitez, par une explication fondée sur quelques termes généraux renfermez dans un seul, & qui d'ailleurs peuvent si bien,

\* C'est l'expression de l'Auteur Anglois, qui se pique beaucoup de son talent d'inventer de nouvelles phrases, quoiqu'on l'ait un peu changé dans la traduction Française, pag. 84.

bien, comme on l'a fait voir, être entendus dans un autre sens que celui qu'on nous présente; Cela est précisément aussi bien fondé en raison, que la prétension des *Jacobites* & de leurs amis, lesquels, en vertu d'une seule Clause de *Non-résistance*, contenuë dans le fameux *Acte* passé en la douzième année de *Charles II.*, & au mépris & en contradiction de toutes les Loix faites avant & après, pour la défense des Droits du Peuple, veulent renverser & faire passer pour illégitime la *Révolution* de 1688. Comme s'il étoit plus naturel que tout le Corps de nos Loix fut renversé par une explication fondée sur des expressions singulières contenuës dans un seul *Acte*, qui fut dressé dans une conjoncture fort extraordinaire \*, que non pas que cette Clause unique soit interprété dans un sens convenable à l'esprit général de nos Loix, & aux véritables fondemens de notre *Constitution*.

L'examen de ce raisonnement m'a fait revenir la *Révolution* dans l'esprit: car je ne puis m'empêcher de craindre que cette même Faction qui travaille avec tant d'empressement à renverser la *Grandé-Alliance* n'ait pas moins en vûë de détruire la *Révolution*. Et soit qu'ils aient directement cette intention, ou qu'ils ne l'aient pas; il y a un liaison si étroite entre ellès-deux, que, selon toute la probabilité humaine, la ruïne de l'une seroit en peu de tems le renversement de l'autre.

Mais quand nous n'aurions point d'autres  
Trai-

\* Ce fut en 1662. lors qu'après le rétablissement du Roi *Charles II.* & le retour de la Famille Royale, chacun s'empressoit à l'envi de donner des marques de désaveu & d'horreur pour les principes Républiquains.

Traitez par lesquels nous pouvons expliquer les expressions générales de celui de la *Grande-Alliance* ; l'intention des *Alliez* est suffisamment démontrée par des Articles de celui-là même. Car s'ils ne s'étoient proposé que de faire avoir à l'Empereur *Milan, Naples, Sicile, les places de la Côte de Toscane, & les Isles de la Méditerranée* (ce qui est expressément stipulé par le cinquième Article) ils se feroient toujours exprimer de la même manière, & n'auroient point usé de cette façon de parler générale, *d'équitable & raisonnable satisfaction*, par laquelle l'Angleterre & la Hollande entendoient certainement l'*Espagne* & les *Indes*. L'Empereur savoit fort bien qu'ils étoient intéressez, autant ou plus que lui, à lui procurer cette Restitution : Et c'est pourquoi, si, pour certaines raisons, ils jugeoient à propos de ne pas nommer l'*Espagne* & les *Indes*, il en étoit satisfait, voyant qu'on exprimoit nommément les Païs & Etats qui importoit le plus à sa propre sûreté. On voit clairement de tout ceci, que les *Alliez* ont toujours eu intention d'expliquer ces paroles vagues en sorte qu'elles renfermassent la Restitution de toute la *Monarchie*, en cas qu'ils fussent en état d'insister là-dessus ; & on l'a toujours depuis entendu de cette manière. Il n'y a encore qu'un an que ces nouvelles notions qu'on nous a découvertes depuis, étoient si peu venues dans l'esprit de l'Auteur de la Lettre à l'Examineur\*, qu'il reconnoissoit franchement, que le but de restituer

\* L'examineur est une Feuille qui paroît une fois par semaine sous ce titre, (*the Examiner*) Celui qui a écrit la Lettre qu'on cite ici, c'est ou l'Auteur de cette feuille

1. 8. de adire cette. *tuër la Monarchie d'Espagne à la Maison d'Autriche, est un des sages motifs de cette Guerre. On avouë la même chose dans la Représentation des Seigneurs du mois de Février 1711. ; & de là nous pouvons conclure certainement que c'étoit alors le sentiment du Ministère.*

Mais il est tems de finir sur cet Article. Je me tourne à présent vers *notre Auteur* lui-même ; & je vais faire voir qu'il est aussi habile à corrompre des citations qu'à nous donner des Argumens faux & Sophistiques ; & cela non pas à l'égard de quelques Ecrits particuliers, mais lorsqu'il s'agit des Actes les plus solennels. C'est de quoi il nous donne trois exemples bien scandaleux, dans un fort petit espace ; L'un dans le morceau qu'il cite de la Déclaration de Guerre de *Sa Majesté* ; & les deux autres dans la Traduction qu'il donne d'un des Articles de la *Grande-Alliance*. Il dit que la Déclaration de Guerre de la *Reine* est fondée sur la *Grande Alliance*, & il nous en donne l'Extrait suivant : *Que le Roi de France ayant pris possession d'une grande partie des Etats de l'Espagne, s'étant saisi du Duché de Milan & des Pais-Bas Espagnols &c.* Or dans la Déclaration, entre ces paroles, *des Etats de l'Espagne*, & celles-ci, *s'étant saisi du Duché &c.*, il y a ces autres paroles très-remarquables, *Exerçant une autorité absolue sur toute cette Monarchie, s'étant saisi de Milan, &c.* Croira-t-on qu'il ait omis ces paroles par hazard & sans dessein ? Nullement ; mais cela étoit à propos pour le

feuille lui-même, ou peut-être quelqu'un de ses *Protecteurs*. Quoi qu'il en soit, on croit que celui qui a fait cette Lettre est le même qui a écrit le Livret auquel on répond.

le but qu'il avoit d'affirmer que la *Déclaration de Guerre de Sa Majesté ne parle point de la Succession du Duc d'Anjou à cette Monarchie comme d'un sujet de querelle*. Mais les paroles que j'ai citées ne disent-elles pas la chose en effet, quoiqu'elles évitent de la nommer ? C'est donc là la vraie raison pourquoi on les a omises.

Notre Auteur, non content de supprimer une partie essentielle d'un Témoignage qu'il allègue, en falsifie un autre de la manière la plus honteuse, en deux endroits, en citant le 8. Article de la *Grande-Alliance*. Voici sa première citation. *On ne doit point aussi faire la Paix sans avoir premièrement obtenu une juste & raisonnable satisfaction pour Sa Majesté Impériale, & pour Sa Majesté Royale de la Grande-Bretagne, & une sûreté particulière pour les Seigneurs Etats-Généraux, touchant leurs Domaines, Provinces, Titres &c.* Et voici les termes de l'Original. *La Paix ne pourra être conclue, sans avoir premièrement obtenu pour Sa Majesté Impériale une satisfaction juste & raisonnable ; Et pour le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats-Généraux la sûreté particulière de leurs Royaumes, Provinces, Terres & Pais de leur obéissance, Navigation &c.* D'où peut venir la différence qu'il y a entre ces deux périodes ? Est-ce que l'Auteur n'entendoit pas bien l'Original ? Il auroit pû copier cet Article dans le *Recueil des Traitez* \*, & il se seroit épargné la peine de le traduire lui-même, s'il n'avoit pas eu une vûë à laquelle il vouloit faire servir les fautes de sa traduction. Son but est de faire croire

\* On a imprimé un Recueil de Traitez en Anglois à Londres,

croire que nous n'avons point d'autre querelle avec la France que la reconnoissance du *Prétendant*. C'est ce qu'il dit à la Page 17. , 26. , & en divers autres endroits ; où il assure que ce n'étoit là qu'une *bagatelle*, & qu'on auroit pu aisément s'accommoder sur cet Article\*. Car dit-il, la Cour de France déclara qu'elle ne reconnoissoit pas le *Prétendant*, mais qu'elle lui donnoit seulement le Titre de Roi, comme le Roi de Suède l'avoit accordé au Roi Auguste.

P. 26.

Que de faussetez en peu de paroles ! Premièrement, ce Titre accordé au Roi Auguste lui a été accordé par un Traité. Secondement, on ne lui accorda pas de prendre le Titre de *Roi de Pologne*, mais celui de *Roi* seulement d'une manière vague. Par conséquent, cet exemple n'est point applicable au cas dont il s'agit puisque le *Prétendant* n'est pas nommé simplement *Roi Jacques*, mais *Sa Majesté Britannique*, le *Roi de la Grande-Bretagne*. Je m'en raporte pour la vérité du fait, aux Gazettes de Paris & à tous les Ecrits autorisez en France. Il est donc évidemment faux de dire qu'il n'avoit que le titre de *Roi*, & qu'il n'étoit pas reconnu. Mais dans le plan de notre Auteur il falloit qu'il le dit ; & pour le soutenir, il traduit ce 8. Article d'une manière à nous faire croire

\* Il y avoit si peu d'apparence d'en venir à un accommodement là-dessus, qu'outre qu'on ne voit pas bien que la chose pût en elle-même en être susceptible, il est constant que le Roi de France n'en offrit aucun. Mylord Manchester s'étant retiré de la Cour de France où il étoit Ambassadeur, & ayant fait connoître au Marquis de Torcy le sujet de sa retraite, ce Ministre lui répondit par une Lettre qui contenoit quelques honnêtetez personnelles ; mais à l'égard du point en question, il lui marquoit, *Qu'il n'avoit rien à lui dire ; sinon qu'il étoit son très-humble Serviteur,*

croire qu'on n'entendoit, par ce qui y est contenu, autre chose que de faire avoir au Roi une satisfaction pour l'indignité \* & le grand affront qu'on lui avoit fait. Mais si nous voulons laisser cet Article dans son véritable sens, nous verrons, qu'il stipule une *sûreté particulière pour les Roiaumes, Provinces, Terres & Pais de l'obéissance, Commerce &c. de Sa Majesté Britannique*, aussi-bien que pour ceux des *Etats-Généraux*. Cela est tout-à-fait contraire à ce que le déguisement de notre Auteur voudroit nous faire penser, & qu'il insinuë, tant pour réfléchir contre le feu Roi, que pour diminuer, autant qu'il est possible, l'intérêt particulier que l'Angleterre a dans la Grande-Alliance. Et pour faire voir qu'il ne peut y avoir le moindre prétexte de dire que ce n'est pas ici une falsification volontaire & faite à dessein, on remarquera que cette *satisfaction* pour l'Empereur, & cette *sûreté* pour l'Angleterre

\* On se servit de ces expressions, & d'autres encore plus fortes en ce tems-là dans toutes les Adresses qui furent présentées au Roi en grand nombre. On y disoit même que cette *indignité*, & ce *grand affront*, ne regardoient pas seulement la personne de Sa Majesté; mais toute la Nation. Les Peuples d'Angleterre étoient donc bien éloignez d'extenuër & de traiter de bagatelle, comme on fait dans l'Ouvrage que notre Auteur réfute, une entreprise telle que celle du Roi de France. Entreprise surprenante, & des plus singulières, sur tout si on la regarde comme un simple Titre que le Roi de France a donné à un Homme qu'il ne reconnoissoit point comme Roi de la Grande-Bretagne. On n'a jamais ouï dire qu'aucun Prince ait prétendu avoir le droit de créer des Rois titulaires. Aussi voit on que celui qui a eu cette pensée si extraordinaire ne la développe pas tout-à-fait. Il ne se fait pas bien entendre: Mais cela ne conclut pas qu'il ne s'entende pas lui-même.

terre & la Hollande, sont le langage perpetuël & général de ce Traité. Dans l'Article immédiatement précédent, nous trouvons ces paroles; *Que si les Alliez se trouvent obligez . . . . . pour obtenir ladite satisfaction à Sa Majesté Impériale, & ladite sûreté à Sa Majesté Britannique & aux Seigneurs Etats-Généraux, &c.* Peut-on supposer que notre Ecrivain n'ait pas lû tout le Traité, ou que du moins il n'ait pas jetté les yeux sur l'Article qui précède immédiatement celui qu'il lui convenoit si bien de corrompre? Non certainement; il faut avouer que la corruption d'un article si important, est un chef-d'œuvre de finesse & d'artifice, & ne peut être l'ouvrage d'une génie vulgaire, & d'une plume rapide \*. L'Auteur avoit raison de croire qu'il ne seroit pas découvert: Il étoit à l'abri par la grandeur du crime même, qui est tel qu'il faut être perdu d'honneur pour pouvoir en être soupçonné.

En voilà assez sur cette citation. La seconde est encore plus scandaleuse. Voici comment il s'exprime. „ Un peu plus bas, dans le même Article, il est stipulé que les *François* ne „ pourront jamais être en possession des *Indes* „ *Occidentales Espagnoles*, & qu'ils ne pourront „ point avoir la liberté d'y Naviger pour la „ commodité de leur Commerce, sous quel- „ que

\* *A Swift pen.* On a traduit cet endroit le plus littéralement qu'il a été possible. Mais on n'a pu y conserver l'équivoque & l'Allusion de l'expression Angloise. Le mot de *Swift* signifie prompt, léger, rapide. Voilà le sens littéral. Ceux qui savent qui est la personne à qui on attribue *La Conduite des Alliez* verront bien qu'il a ici une autre signification, qu'on chercheroit inutilement dans les Dictionnaires.

„ que prétexte que ce soit , directement ou in-  
 „ directement ; à moins qu'on ne soit convenu  
 „ que les Sujets de la *Grande-Bretagne* & de  
 „ la *Hollande* pourront avoir un Plein-pouvoir  
 „ d'user & de jouir de tous les mêmes privi-  
 „ lèges dont ils ufoient & jouïssent au tems  
 „ de la mort du Roi d'*Espagne* †.

Y a-t-il quelqu'un qui, en lisant ces paroles, ne croie que les *François* ne sont exclus du Commerce des *Indes Espagnoles*, que seulement dans la supposition qu'on refusât à l'*Angleterre* & à la *Hollande* l'usage & la jouissance des mêmes privilèges dont elles jouïssent ci-devant ? Et qu'en cas qu'on leur accorde d'user & de jouir de ces privilèges, alors la *France* cesse d'être exclue de ce Commerce ? C'est là le sens de ces paroles, & on ne peut leur en donner d'autre. Et il convient parfaitement au but de l'Auteur, qui est de nous per-

† Ceux qui consulteront la Traduction Française de *La Conduite des Alliez*, ne sentiront pas la falsification qu'on reproche ici à son Auteur. Celui qui a fait cette Traduction n'en ayant pas vu la Réponse & la Critique que voici ; lorsqu'il vint à l'endroit où on cite le 8. Article de la Grande Alliance, crût que pour s'épargner la peine de traduire, il n'avoit qu'à copier l'Article même, où y renvoyer l'Imprimeur. Il l'a donc mis tel qu'il est réellement, mais non pas tel qu'il est cité. En cela d'autant plus excusable, qu'il est difficile qu'on puisse s'imaginer qu'un Ecrivain ose manquer d'exactitude lorsqu'il cite un Traité public, & dont il prétend, dit-il rapporter les termes, pour mettre cette affaire hors de toute dispute. Ici on a traduit mot à mot la citation Angloise telle qu'elle se trouve dans toutes les Editions de *la Conduite des Alliez*, & lorsqu'on citera tout à l'heure l'Article tel qu'il est, on verra bien qu'il est copié mot à mot du Traité même. Par conséquent la Critique & le raisonnement de notre Auteur demeurent dans toute leur force ; & la falsification est palpable.

persuader de souffrir que les *François* aient le Commerce libre dans les *Indes Espagnoles*, pourvu qu'ils veuillent nous accorder le même que nous avons eu ci-devant. Mais cela est directement contraire aux intérêts de l'*Angleterre*; Contraire aussi au sens clair & évident de cet Article, dont voici les paroles, qui ont été fidèlement traduites dans nos *Recueils des Traitez*. Et spécialement, que jamais les *François* se rendent maîtres des *Indes Espagnoles*, ou qu'ils envoient des *Vaisseaux* pour y exercer le Commerce directement ou indirectement, sous quelque prétexte que ce soit. Cette Clause finit en cet endroit, & est suivie par celle-ci. Enfin, ladite Paix ne pourra être conclue, sans avoir obtenu pour les *Sujets de Sa Majesté Britannique*, & pour ceux des *Provinces-Unies*, une pleine & entière faculté, usage & jouissance de tous les mêmes *Privilèges, Droits, Immunités, Libertés de Commerce*. . . . . dont ils jouissoient pendant la vie du *Roi d'Espagne* dans tous les *Pais, Terres, &c.* Par là nous voyons que c'est une entière & expresse exclusion pour les *François* de tout Commerce aux *Indes Espagnoles* sous quelque prétexte que ce soit. Par conséquent, toute Paix qui seroit faite sous d'autres conditions, seroit une violation manifeste d'un Article très-essentiel, lequel cet *Ecrivain* a le front de falsifier à un point qu'il lui fait dire le contraire de son véritable sens; & cela dans la vûe favoriser des desseins qu'on n'ose pas avouer.

On nous donne cette citation pour éclaircir, dit-on, parfaitement la question, & la mettre hors

*bors de toute dispute.* Effectivement il n'y a rien de plus clair, & on peut voir par là, que quand nous n'aurions point fait dans toutes nos Alliances d'autres Conventions, nous sommes obligez à ne point céder l'*Espagne* & les *Indes* à la *Maison de Bourbon*, en vertu de ce même Article qu'on produit pour justifier cette cession. Cet Article porte qu'on ne fera point de Paix, *sans avoir pris de justes mesures pour empêcher que les Roiaumes de France & d'Espagne soient jamais unis sous un même Empire, ou qu'un seul & même Roi en devienne le Souverain.* Mais si la *Maison de Bourbon* se trouve en possession de l'un & de l'autre, peut-on imaginer qu'il soit possible de donner quelque *sûreté* qu'ils ne seront jamais unis ? Le *Dauphin* ou le *Duc d'Anjou* ne peuvent-ils pas mourir sans *Enfans* \* ? Et alors, qui pourra empêcher qu'on ne réunisse les deux *Royaumes* sous un même Prince, comme on les a déjà réunis sous un même Gouvernement ? Nous fierons-nous à une *Rénonciation* faite par quelqu'un de la Race de *Loüis XIV.* Je voudrois bien voir que les amis de la *France* nous offrissent une *Rénonciation Françoisse* comme une *sûreté*. Je connois leur hardiesse ; je sçai qu'il y a peu de choses qu'ils n'ayent l'audace de faire ; mais je croi pourtant que ç'en est là une qu'ils n'oseront pas proposer.

Mais de plus, l'Article porte, comme je l'ai déjà dit, qu'on ne fera point de Paix, jusqu'à ce qu'on ait une *sûreté*, *spécialement que*

E 3

ja-

\* Nous voyons à présent (au mois de Mai 1712.) combien peu il s'en faut que nous ne soyons dans le cas,

*jamais les François ne se rendent maîtres des Indes Espagnoles , ou qu'ils y envoient &c.* Je voudrois bien savoir comment nous pouvons avoir cette *sûreté* , si on cède l'*Espagne* à la Maison de *Bourbon*. Les *François* ne sont-ils pas aujourd'hui actuellement en possession des *Indes Espagnoles* ? N'ont-ils pas des établissemens à *Lima* & en d'autres endroits ? Auroient-ils promis à nos *Négociateurs* qu'ils auront la bonté , pour l'amour d'eux , de quitter ces établissemens ? S'ils ne l'ont pas fait , ou si , l'ayant fait , ils ne tiennent pas leur parole ; je soutiens que nous ne pouvons pas faire la Paix avec eux aux conditions qu'on propose , quand nous n'aurions pour nous en empêcher que ce même Article que notre Auteur nous allègue si judicieusement pour la décision de la question. Nous n'avons point , & nous ne pouvons jamais avoir de *sûreté suffisante* que la *France* & l'*Espagne* ne seront jamais unies. Et nous sommes si loin d'être assurés que les *François* ne se rendront jamais les maîtres des *Indes Espagnoles* , que nous voyons de nos propres yeux qu'ils en sont déjà en possession pour une bonne partie , & que nous savons qu'on leur en a encore cédé davantage par le Traité fait entre le *Duc d'Anjou* & son *Grand-Père* \*. Je le répète donc , je consens à faire

\* En 1710. dans le tems que les Ministres de France étoient encore à *Geertruydenbergh* , & consentoient à l'abandonner. L'Auteur contre lequel on dispute ici ne niera apparemment pas ce fait , après ce qu'un autre Auteur de sa connoissance & du même parti en dit dans la *Relation* qu'il nous a donné il y a quelque mois du *Dessin & des avantages du Commerce de la Mer du Sud*. Après avoir dit

dépendre la décision de la dispute qui est entre notre digne Auteur & ses adversaires des expressions de ce seul Article, dont il a bien voulu donner une Traduction pour la satisfaction

dit que la France est en état, si on ne prévient pas ses desseins, non seulement de réparer toutes ses pertes passées, mais de parvenir à la Monarchie Universelle en se rendant Maitresse de toutes les Richesses des Indes; il entre dans le détail pour faire voir que ses établissemens en ce Pais-là lui donnent dès à présent une supériorité capable de ruiner toutes les autres Nations & les Espagnols mêmes. Les François, dit-il, en prenant possession pour le Roi Philippe de l'Espagne, se sont en même tems rendus maitres d'une grande partie des Indes Occidentales. Ils ont pris pour prétexte la nécessité de mettre ces Pais en état de défense contre les Alliez, & ils n'ont que trop bien réussi. Ils ont bâti une Forteresse à Cala pour défendre l'accès de la forte Ville de Lima: Et par cet établissement, ils se sont ouvert un Commerce direct avec le Pérou, chose qu'aucune Nation n'avoit pas même tentée jusqu'à présent. La jalousie & l'inquiétude que cela causa dans toute l'Espagne, & les représentations que le Roi Philippe fut contraint de faire à son Grand-Père, ne produisirent d'autre effet qu'une Déclaration que ce dernier fit faire en Espagne, par laquelle il promettoit de rappeler ses Sujets. . . . Mais bien loin d'exécuter cette Déclaration, ce Prince rusé canniva, si même il ne donna ses ordres à ce qu'en envoyât au Pérou & au Chili plus de Vaisseaux qu'il n'en avoit jamais, & qu'en mit les Etablissemens de ses Sujets hors d'insulte, en les fournissant d'Artillerie, de Munitions, de Troupes, d'Ingenieurs &c. & qu'ainsi ils fussent en état de résister aux Espagnols mêmes, en cas qu'ils s'opiniâtassent à les déloger. Enfin les événemens favorisèrent les desseins de la France, & la Politique de cette Cour se servit avec habileté des malheurs de Philippe pour parvenir à ses fins. Après les deux Combats d'Almanara & de Saragasse, en 1710., le Roi de France fit acheter aux Espagnols le secret qu'ils lui demandèrent, par le consentement solennel qu'il exigea qu'ils donnassent au Traité de Commerce & d'Alliance qu'il avoit fait avec son Petit-Fils. Par là, (Chose étonnante, & de laquelle nous ne pouvons encore bien voir les secrets ressorts!) les Espagnols se mirent dans la dépendance des François plus que jamais. Ils les laissèrent maitres de tout le Chili,

faction du Public : Tant il est vrai qu'il raisonne admirablement sur les faits.

Je dis plus. Quand on lui avouëroit tout ce qu'il prétend, *Que les Alliez ne demandent rien de plus pour l'Empereur & pour la Grande-Bre-*

*re-*

*Chili ; ils leur permirent de garder tous les Forts & les Etablissements qu'ils avoient dans les autres Païs ; Enfin ils les mirent en état de supplanter toutes les Nations de l'Europe & de les priver eux-mêmes d'un Commerce qui est l'unique source de leurs richesses. . . . De tout ceci, cet Auteur en tire cette conclusion, ou, pour s'exprimer plus fortement & en ses propres termes, cet Axiome, cette Maxime Politique ; Qu'il faut nécessairement chasser les François de leurs Etablissements dans les Indes Espagnoles ; cela étant le moyen le plus effectif, tant pour procurer une Paix durable, que pour mettre dans un juste équilibre le Commerce capital & la source des richesses de l'Europe. Les Espagnols ; ajoûte-t-il, le souhaitent de tout leur cœur ; mais comme il n'est pas vrai-semblable qu'ils aient jamais le pouvoir de l'exécuter, il faut donc que les Anglois, qui, après eux, y sont les plus intéressés, n'épargnent rien & fassent tous leurs efforts pour faire réussir cette entreprise. C'est dans cette vûe qu'on a établi la Compagnie du Sud, &c. On voit par là, que dans les deux Partis on convient du fait que notre Auteur pose ici. On convient aussi des conséquences qui en résultent au préjudice du Commerce & de la Liberté de l'Europe. On ne peut que sur les remèdes qu'on doit appliquer au mal. Les uns proposent des Traitez de Paix, de Commerce ; des Concessions de la part de la Maison de Bourbon pour l'établissement à venir d'une Compagnie de la Mer du Sud. Les autres, portant toujours des vûes sur le passé, ne peuvent se fier aux Traitez, aux Promesses, aux Rénonciations. Ils veulent qu'on ôte à celui qu'on avouë être en état de parvenir à la Monarchie Universelle, le pouvoir & les moyens de remplir ses desseins ; & que pour cet effet, on se prévaille de la supériorité des Armes des Alliez pour le forcer à consentir à une Paix qui ne soit pas moins avantageuse que celle qu'il a offerte lui-même il y a quelques années, & par laquelle il promettoit qu'aucun des Vaisseaux de ses Sujets n'iroit aux Indes, soit pour y exercer le Commerce, soit sous quelque prétexte que ce soit. Voyez le Projet de Paix du mois de Février 1710. Tom. I. pag. 408.*

*Bretagne qu'une satisfaction juste & raisonnable* ; Dans cette supposition même ; Je demande au Lecteur , & je l'en laisse le Juge. Est-ce donner à l'Empereur quelque chose de plus qu'une juste & raisonnable satisfaction , que de lui faire restituer ces Etats auxquels le *Roi de France* a renoncé solennellement pour Lui & pour ses Descendans , & auxquels la *Maison d'Autriche* a un droit indubitable ? Est-ce pour la *Grande-Bretagne* quelque chose de plus qu'une satisfaction raisonnable , qu'après que la *France* a rompu les deux derniers Traitez que nous avons faits avec Elle , celui de *Ryswick* & celui de *Partage* , on nous mette en état de ne nous plus confier à Elle sans avoir des sûretés effectives , & qu'on ne la laisse pas en état & en pouvoir de nous ramener le *Prétendant* ? Les *Etats-Généraux* , ni aucun autre Etat de la Chrétienté , peuvent-ils avoir une sûreté suffisante pour les Pais & Terres de leur obéissance , lorsque le pouvoir de la *France* déjà exorbitant , sera accru & fortifié par les richesses des *Indes* ? La *France* , dans cette situation , peut-elle nous donner quelque chose qu'elle ne soit pas en état de nous reprendre quand il lui plaira ? Et nous laissera-t-elle quelque chose de ce qu'elle aura le pouvoir de nous ôter ? Combien de fois faut-il le répéter ? Le *Roi de France* gouverne son *Petit-Fils* , & s'il vit encore trois ans , c'en est assez pour qu'il soit en état de faire de nous tout ce qu'il voudra. De plus , il a fait des Traitez par lesquels on doit lui remettre des Ports , des Forts , des Etablissemens pour le Commerce ;

- merce ; & ces Traitez sont déjà exécutez, Que veulent donc dire nos *Pacificateurs*, en nous parlant de *satisfaction raisonnable*, de *sûreté suffisante*, sans l'*Espagne* & les *Indes* ? Il est pourtant vrai que les Argumens qu'on peut fonder sur ce principe sont si capables d'étourdir, quoique vains ; si foibles, mais si propres à être revêtus d'une force apparente, ils sont susceptibles d'un tel brillant, quoi-
- que sans aucune solidité, que Dieu nous garde que le grand Directeur de tout cet Ouvrage lui-même, quelque habile & quelque zélé qu'il puisse être pour les intérêts & pour la sûreté de sa Patrie, se trouve chargé de traiter seul avec quelque artificieux Ministre de *France*.

C'est ainsi que dans cet Ouvrage si utile, notre Auteur explique un Article de nos Traitez. Je suis persuadé que lorsque nous viendrons à examiner ce qu'il dit sur les autres, nous trouverons qu'il en use avec la même sincérité. Mais le tems ne me permet pas d'entrer encore dans cette discussion.

Après avoir ici suffisamment découvert les mauvais desseins de ce misérable Livret, & indiqué des solutions générales pour la plupart des faussetez dont il est rempli ; Après avoir donné des preuves si amples de la droiture & de l'intégrité de l'Ecrivain, ce qui a enflé mon Ecrit au-dessus de ce que je croyois en le commençant ; je me réserve à faire une Réponse plus détaillée aux divers faits qu'on a alleguez. Je prépare, pour cet effet une seconde Partie qui paroîtra dans peu de jours.

Là